

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CHAPITRE 1 : LA FAMILLE ET LE MARIAGE</b>	<b>1</b>
1.0 LA FAMILLE	2
1.1 Notions historiques sur la famille, la religion et l'évolution de la législation	2
1.2 Un portrait statistique de la famille canadienne et québécoise	6
1.3 Le mariage : le pourquoi	12
1.4 L'évolution contemporaine de la famille et la législation	15
1.5 L'évolution contemporaine de la famille : encore un peu de sociologie	20
1.6 Les fonctions qui définissent la famille	25
1.6.1 La fonction de reproduction	25
1.6.2 La fonction d'éducation	27
1.6.3 La fonction économique	27
1.6.4 Les lois à caractère familial	28
1.7 L'effet de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> sur le droit de la famille	28
2.0 LA FAMILLE ISSUE DU MARIAGE	32
2.1 L'aspect contractuel, institutionnel ou les deux ?	32
2.2 L'acte civil et le célébrant	34
2.3 Le mariage et la législation	34

3.0	LES CONDITIONS DE FOND ET DE FORME DU MARIAGE . . . . .	38
3.1	Les conditions de fond du mariage . . . . .	38
3.2	Les conditions d'ordre physiologique. . . . .	39
3.2.1	L'âge . . . . .	39
3.2.2	La différence de sexe et le transsexualisme . . . . .	40
3.2.3	Les relations sexuelles, l'impuissance et la consommation du mariage . . . . .	41
3.2.4	La maladie comme empêchement au mariage. . . . .	42
3.3	Les conditions d'ordre psychologique . . . . .	42
3.3.1	Le consentement libre et éclairé, l'inaptitude et les régimes de protection . . . . .	43
3.3.2	Le consentement et le régime de protection . . . . .	44
3.3.3	Le consentement fictif ou le mariage simulé : l'absence d'intention d'assumer les obligations conjugales. . . . .	47
3.3.4	L'erreur sur la personne et la qualité sociologiquement importante . . . . .	72
3.3.4.1	La qualité sociologiquement importante . . . . .	79
3.3.5	La crainte et la violence . . . . .	81
3.3.6	Le dol . . . . .	82
3.3.7	Le consentement du titulaire de l'autorité parentale ou du tuteur au mariage d'un mineur. . . . .	84
3.4	Les conditions sociologiques. . . . .	85
3.4.1	La bigamie . . . . .	85
3.4.2	La parenté . . . . .	87
3.4.3	L'adoption comme empêchement au mariage : quand la constitution s'emmêle . . . . .	88
3.4.4	L'âge . . . . .	90
3.5	Les particularités relatives à la formation du mariage . . . . .	90

---

3.5.1	Les fiançailles, la promesse de mariage et l'aliénation d'affection . . . . .	90
3.6	Les conditions de forme du mariage . . . . .	96
3.6.1	Les formalités antérieures au mariage ou à l'union civile . . . . .	96
3.6.2	Le lieu de la célébration du mariage . . . . .	96
3.6.3	La publicité relative au mariage : le caractère public . . . . .	97
3.6.4	La dispense de publication . . . . .	97
3.6.5	L'examen médical prénuptial . . . . .	98
3.7	Les formalités lors de la célébration du mariage . . . . .	99
3.7.1	La compétence du célébrant . . . . .	100
3.7.2	Les obligations du célébrant et le mariage par procuration . . . . .	101
3.7.3	Le nom des époux . . . . .	102
3.7.4	La preuve du mariage . . . . .	104
3.7.5	L'opposition au mariage : le recours . . . . .	105
3.7.6	Le mariage des Québécois à l'étranger . . . . .	106
3.8	La sanction au manquement des conditions de fond et de forme du mariage : la nullité . . . . .	107
3.8.1	Nullité relative ou absolue . . . . .	109
3.8.2	L'intérêt juridique . . . . .	112
3.8.3	La prescription du recours en nullité . . . . .	115
3.8.4	Le recours . . . . .	116
3.8.5	La preuve . . . . .	117
4.0	LES EFFETS DE LA NULLITÉ DU MARIAGE ET LE MARIAGE PUTATIF . . . . .	118
4.1	Le mariage putatif . . . . .	118
4.2	Les dommages et intérêts et la nullité du mariage . . . . .	121

4.3	Particularités sur l'absence de consentement, le mariage putatif et le régime matrimonial . . . . .	124
5.0	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET LA NULLITÉ DU MARIAGE . . . . .	125
6.0	LES CONJOINTS DE MÊME SEXE ET L'UNION CÉLÉBRÉE À L'ÉTRANGER : SA RECONNAISSANCE AU CANADA. . . . .	126
7.0	L'IMMIGRATION ET LES CONJOINTS DE MÊME SEXE . . . . .	127

**CHAPITRE 2 : LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX  
ET PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX  
ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT :  
LES CHARGES DU MARIAGE ET LE  
PATRIMOINE FAMILIAL . . . . .**

1.0	LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT . . . .	131
1.1	Les rapports extrapatrimoniaux . . . . .	133
1.2	Les rapports personnels entre époux (et les conjoints civils) . . . . .	133
1.2.1	Le respect de l'autre époux . . . . .	133
1.2.2	Les devoirs d'assistance et de secours . . . . .	134
1.2.3	Le devoir de fidélité . . . . .	136
1.2.4	Le devoir de vie commune . . . . .	136
1.2.5	Le choix et la protection de la résidence familiale . . . . .	137
1.3	Les rapports familiaux entre époux (et conjoints civils) . . . . .	139
1.3.1	La direction morale de la famille . . . . .	139
1.3.2	Le mandat de représentation . . . . .	139
1.3.3	La direction matérielle de la famille, le mandat domestique et la contribution aux charges du mariage . . . . .	142

2.0	LES RAPPORTS PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT . . . . .	152
2.1	La création d'un patrimoine familial obligatoire . . . . .	152
2.1.1	L'application des règles du patrimoine familial : les principes et un peu d'histoire . . . . .	152
2.2	<i>La Loi modifiant le Code civil du Québec et favorisant l'égalité économique entre les époux</i> . . . . .	155
2.2.1	La convention de non-assujettissement et l'article 42 des dispositions transitoires : validité et recours . . . . .	160
2.2.2	Le règlement des conséquences : la non-application des règles du patrimoine familial . . . . .	165
2.2.3	La renonciation aux droits dans le patrimoine familial . . . . .	178
2.3	Les donations et les prêts entre époux et le contournement des règles du patrimoine familial . . . . .	179
2.4	Le patrimoine familial et la <i>Loi sur les Indiens</i> . . . . .	187
2.5	<i>La Loi sur les anciens combattants</i> et le patrimoine familial . . . . .	191
3.0	LA DÉMARCHE POUR DÉTERMINER LA CRÉANCE D'UN ÉPOUX OU CONJOINT CIVIL DANS LE PATRIMOINE FAMILIAL . . . . .	192
3.1	La qualification des biens composant le patrimoine familial . . . . .	195
3.1.1	Les biens visés par les dispositions du patrimoine familial . . . . .	195
3.1.2	Les résidences principales, les résidences secondaires de la famille et le droit qui en confère l'usage . . . . .	197
3.1.3	La résidence de la famille détenue en copropriété ou dont une partie est utilisée à titre de résidence de la famille . . . . .	212
3.1.4	Les meubles qui garnissent ou ornent les résidences de la famille . . . . .	215

3.1.5	Les véhicules automobiles. . . . .	218
3.1.6	Les droits au titre d'un régime de retraite. . . . .	222
3.1.7	Les biens exclus . . . . .	227
3.2	L'article 417 C.c.Q. et la valeur nette du patrimoine. . . . .	228
3.2.1	La dette fiscale latente . . . . .	229
3.2.2	La résidence familiale et l'impact fiscal. . . . .	238
3.2.3	Les REÉR et les FERR . . . . .	241
3.2.4	Les régimes de pension agréés . . . . .	246
3.2.5	L'obligation pour le conjoint débiteur d'une créance de faire un choix au plan fiscal au moment de transférer un bien au créancier . . . . .	249
3.2.6	La date d'évaluation . . . . .	253
3.2.6.1	Le principe : la date d'introduction de l'instance ou le décès . . . . .	255
3.2.6.2	La fin de la vie commune . . . . .	258
3.2.6.3	Une date postérieure à la cessation de la vie commune . . . . .	264
3.3	Les dettes à considérer et à soustraire de la valeur marchande du bien (art. 417 C.c.Q.) . . . . .	269
3.4	Les déductions de l'article 418 C.c.Q. . . . .	290
3.4.1	La moins- value peut-elle excéder la valeur du bien ? . . . . .	306
3.4.2	Les déductions de l'article 418 ; la synthèse . . . . .	308
3.4.3	La renonciation à une déduction . . . . .	311
3.4.4	La renonciation « présumée » à une déduction* . . . . .	312
3.5	Le partage en parts égales, son exécution et la prescription . . . . .	325
3.5.1	La transmissibilité de la créance issue du patrimoine familial . . . . .	326

---

\* Une section 3.4.5 intitulée « Un nouveau virage à 180° quant à la renonciation à une déduction : l'arrêt *Droit de la famille – 10304* » a été ajoutée en annexe avant l'impression. Voir page 1011.

---

3.5.2	La prescription . . . . .	327
3.5.3	L'arrêt <i>D. (T.) c. N. (R.)</i> . . . . .	327
3.5.4	L'arrêt <i>Bergeron c. Turcotte</i> . . . . .	338
3.6	Le mode de paiement . . . . .	344
3.6.1	L'attribution de certains biens et les modalités de paiement . . . . .	345
3.6.2	Le partage ou la renonciation aux gains inscrits au régime de rentes du Québec. . . . .	347
3.6.3	Le partage des droits accumulés au titre d'un régime de retraite régi par une loi provinciale . . .	359
3.6.4	Le partage des droits accumulés au titre d'un régime de retraite fédéral . . . . .	362
3.7	Le partage et la saisissabilité des véhicules de retraite : critères et limites . . . . .	367
3.8	Le paiement compensatoire . . . . .	383
3.9	Le partage inégal . . . . .	388
3.9.1	Les principes . . . . .	388
3.9.2	La Cour suprême et le partage inégal . . . . .	392
3.9.3	Les motifs pouvant entraîner un partage inégal . . . . .	396
	a) La brièveté du mariage. . . . .	400
	b) La dilapidation . . . . .	404
	c) La mauvaise foi, la négligence et l'apport exceptionnel. . . . .	407
	d) La double ponction au régime de retraite . . . .	419
	e) Le déséquilibre ou l'absence de biens partageables . . . . .	420
3.9.4	Le partage inégal . . . . .	421
3.10	La renonciation au partage du patrimoine familial . . . . .	421

3.11	Le partage, le paiement d'intérêts et l'indemnité additionnelle . . . . .	425
3.12	La faillite, le patrimoine familial et les transactions révisables. . . . .	429
3.12.1	Le patrimoine familial avant la faillite et la proposition du consommateur. . . . .	431
3.12.2	Le patrimoine familial après la faillite . . . . .	435
3.12.3	Le cas particulier des véhicules de retraite . . . . .	443
3.12.4	Les mesures d'exécution et la faillite . . . . .	463
3.12.5	L'effet de la faillite sur la créance du patrimoine familial et les conventions matrimoniales : les paiements préférentiels et les transactions révisables . . . . .	463
3.12.6	Les dettes alimentaires . . . . .	473
3.12.7	L'annulation de la cession de biens . . . . .	474
3.12.8	La demande en inopposabilité art. 1631 C.c.Q. . . . .	475
3.13	Le patrimoine familial et la réconciliation . . . . .	488
3.14	Le partage du patrimoine familial et les règles de l'indivision : la juxtaposition des règles . . . . .	492
3.14.1	La valeur marchande de l'immeuble lorsqu'il est mis fin à l'indivision . . . . .	493
3.14.2	L'effet de l'indivision . . . . .	494
3.14.3	Les dettes de l'article 417 C.c.Q. et les déductions de l'article 418 C.c.Q. . . . .	496
3.15	Le droit international privé et le patrimoine familial . . . . .	499
3.16	Quelques aspects successoraux en matière de patrimoine familial . . . . .	500
3.16.1	Le cumul des droits du conjoint survivant. . . . .	501
3.16.2	Éviter le cumul ? . . . . .	507
3.16.3	Le paiement de la créance et la priorité sur les biens familiaux . . . . .	508

---

<b>CHAPITRE 3 : LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ET PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT : LES RÉGIMES MATRIMONIAUX. ....</b>		<b>509</b>
1.0	LES RÉGIMES MATRIMONIAUX. ....	509
1.1	Les principes généraux. ....	509
1.2	Le régime matrimonial et le droit international privé. ...	512
1.3	Le contrat de mariage : les formalités. ....	515
2.0	LES CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS .....	517
2.1	La qualification des biens et des dettes .....	519
2.1.1	Les <u>propres</u> : la qualification .....	520
2.1.2	Les <u>acquêts</u> : la qualification .....	523
2.2	Le fonctionnement du régime pendant la vie commune .....	526
2.3	La liquidation de la société d'acquêts .....	526
2.4	Le droit d'option .....	529
2.4.1	Le partage de la société d'acquêts et les intérêts .....	532
2.4.2	La prise en compte des <u>dettes</u> et leur qualification .....	533
2.5	Les récompenses .....	536
3.0	LE PARTAGE : LES ÉTAPES .....	543
3.1	L'absence de partage et la renonciation .....	545
3.1.1	La renonciation .....	545
3.1.2	Le recel de l'article 471 C.c.Q. : l'absence de partage .....	546
3.1.3	L'immixtion : l'absence de partage .....	551
3.2	L'attribution préférentielle de biens .....	551

4.0	TABLEAU RÉCAPITULATIF SUR LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS .....	552
4.1	Le calcul de la récompense des propres de monsieur à ses acquêts .....	555
4.2	L'application de l'article 457 C.c.Q. et le concept d'entreprise .....	557
5.0	LE RÉGIME MATRIMONIAL CONVENTIONNEL ET LA MODIFICATION DE RÉGIME .....	559
5.1	La séparation de biens .....	559
5.2	Le contrat de mariage et l'inapte. ....	559
5.3	Le régime de la séparation de biens et les femmes .....	561
6.0	LA COMMUNAUTÉ DE MEUBLES ET ACQUÊTS .....	566
6.1	Les biens visés .....	568
	<b>CHAPITRE 4 : L'UNION CIVILE</b> .....	571
1.0	INTRODUCTION .....	571
1.1	Les conditions de formation .....	575
1.1.1	Les conditions de fond .....	575
1.1.2	Les conditions de forme .....	576
1.1.3	La preuve de l'union civile .....	576
1.1.4	L'opposition à l'union civile .....	577
1.1.5	La nullité de l'union civile, le recours, la procédure et la preuve .....	577
2.0	LES EFFETS DE L'UNION CIVILE .....	579
2.1	Les règles applicables aux conjoints en union civile .....	579
2.2	La résidence familiale .....	580
2.3	La direction de la famille .....	581
2.4	Le patrimoine familial .....	581
2.5	Le régime d'union civile .....	581

3.0	LA DISSOLUTION DE L'UNION CIVILE.....	581
3.1	La dissolution volontaire .....	582
3.2	La dissolution volontaire et son caractère exécutoire ....	584
3.3	La dissolution judiciaire.....	585
3.4	La procédure .....	585
3.5	La preuve.....	586
3.6	Les effets de la dissolution .....	587
3.7	Le droit international privé .....	587
<b>CHAPITRE 5 : LA SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS .....</b>		<b>589</b>
1.0	LES ASPECTS GÉNÉRAUX DU DÉMEMBREMENT DE LA FAMILLE .....	589
1.1	La séparation de fait en l'absence de procédures .....	590
1.2	La séparation de corps : les motifs .....	591
2.0	LA SÉPARATION DE CORPS FONDÉE SUR UN PROJET D'ACCORD ENTRE LES ÉPOUX.....	593
2.1	Le contenu du projet d'accord .....	593
2.1.1	L'examen du projet d'accord .....	594
2.1.2	Les choix du tribunal.....	594
2.1.3	La représentation simultanée de deux clients : les aspects éthiques .....	595
2.2	La séparation de corps fondée sur une cause .....	596
2.2.1	La volonté de faire vie commune est gravement atteinte .....	596
2.2.2	La séparation de fait .....	597
2.2.3	Les manquements graves aux devoirs du mariage (art. 494, 3 <sup>o</sup> C.c.Q.).....	598
2.2.4	L'adultère .....	599

2.2.5	Le manque de respect . . . . .	599
2.2.6	Le refus de secourir ou d'assister son époux . . . . .	600
2.2.7	Le refus de faire vie commune . . . . .	601
2.2.8	La vie commune devenue difficilement tolérable . . . . .	601
2.3	L'instance en séparation de corps . . . . .	602
2.3.1	Les procédures en séparation de corps : le tribunal compétent et le lieu d'introduction de la demande . . . . .	602
2.4	Les modes d'introduction de la demande . . . . .	603
2.4.1	Par déclaration d'un seul conjoint et la demande reconventionnelle. . . . .	603
2.4.2	Les procédures et la signification . . . . .	604
2.4.3	Les mesures provisoires et l'ordonnance de sauvegarde . . . . .	605
2.4.4	Par déclaration conjointe des époux . . . . .	609
2.4.5	Par déclaration conjointe sans projet d'accord . . .	609
2.4.6	Par déclaration conjointe avec projet d'accord. . .	610
2.5	La preuve en matière de séparation de corps . . . . .	611
2.6	Les fins de non-recevoir de la demande en séparation de corps . . . . .	611
2.6.1	Le décès des époux ou de l'un d'eux . . . . .	612
2.6.2	La réconciliation des époux pendant et après l'instance . . . . .	612
2.6.3	La réconciliation des époux après l'instance . . . . .	614
2.6.4	Un jugement antérieur en séparation de corps ou en divorce . . . . .	616
2.6.5	L'insuffisance des preuves alléguées (art. 498 C.c.Q.) . . . . .	617
2.6.6	L'insuffisance du projet d'accord . . . . .	617

---

2.7	Les effets de la séparation de corps : un survol . . . . .	617
2.7.1	La garde des enfants et les mesures provisoires . . . . .	617
2.7.2	La pension alimentaire et le stade provisoire . . . .	618
3.0	LA PROCÉDURE . . . . .	621
4.0	LES EFFETS DU JUGEMENT DE SÉPARATION DE CORPS . . . . .	622
4.1	Les effets entre les époux . . . . .	622
4.2	La séparation de corps et le divorce . . . . .	622
4.3	Les mesures accessoires . . . . .	626
4.3.1	La garde des enfants . . . . .	626
4.3.2	Les droits d'accès . . . . .	626
4.3.3	La pension alimentaire . . . . .	627
4.3.4	Les modes de paiement de la pension alimentaire . . . . .	630
4.4	L'attribution du droit de propriété ou d'usage des biens meubles ou d'habitation de la résidence familiale . . . . .	631
4.5	Le partage des actifs : un rappel sommaire . . . . .	634
4.6	Le sort des donations contenues dans un contrat de mariage . . . . .	635
4.6.1	Notions générales . . . . .	635
4.6.2	La donation entre vifs . . . . .	648
4.6.3	La donation et l'ingratitude . . . . .	653
4.7	La caducité de la donation à cause de mort . . . . .	656
4.8	La faillite et la donation . . . . .	658
4.9	L'assurance-vie . . . . .	658
4.9.1	La désignation . . . . .	658
4.9.2	Une obligation à caractère patrimonial ou alimentaire . . . . .	660

4.9.3	L'obligation de maintenir en vigueur une assurance-vie . . . . .	665
4.9.4	Les obligations de l'assureur . . . . .	666
5.0	LA PRESTATION COMPENSATOIRE . . . . .	666
5.1	La nature de la prestation compensatoire . . . . .	667
5.2	Les critères d'attribution de la prestation compensatoire . . . . .	673
5.3	La prestation compensatoire et la jurisprudence : la preuve, les services domestiques et l'évaluation du <i>quantum</i> . . . . .	678
5.4	La prestation compensatoire, le patrimoine familial et le bien partageable . . . . .	689
5.5	Le moment de la demande . . . . .	695
5.5.1	La prise en compte des autres avantages . . . . .	696
5.5.2	La demande post-jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage . . . .	697
5.5.3	La transmissibilité du recours . . . . .	698
5.5.4	La prescription du recours . . . . .	699
5.6	Le mode de paiement (art. 429 et 430 C.c.Q.) . . . . .	700
5.7	La faillite et la prestation compensatoire . . . . .	701
6.0	LES DOMMAGES ET INTÉRÊTS . . . . .	705
7.0	LES DÉPENS . . . . .	707
8.0	LES EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS À L'ÉGARD DES ENFANTS . . . . .	708
9.0	L'APPEL DU JUGEMENT EN SÉPARATION DE CORPS, L'EXÉCUTION ET LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES : UN RAPPEL . . . . .	708
9.1	L'appel du jugement interlocutoire . . . . .	708
9.2	L'appel du jugement de séparation de corps . . . . .	709

---

10.0	LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES. ....	710
10.1	Les mesures provisoires : un rappel sommaire .....	710
10.2	Les mesures accessoires .....	711
10.3	Les mesures accessoires à titre de demandes principales .....	711
10.4	La demande tardive de pension alimentaire .....	712
10.5	La fin de la séparation de corps entre époux .....	713
	<b>CHAPITRE 6 : LE DIVORCE</b> .....	715
1.0	NOTIONS GÉNÉRALES .....	715
1.1	Un peu d'histoire. ....	716
1.2	Les causes de divorce et la preuve. ....	717
1.2.1	La demande conjointe en divorce .....	722
1.3	Le manquement aux devoirs personnels. ....	723
1.3.1	L'adultère .....	724
1.3.2	La cruauté mentale ou physique rendant intolérable la vie commune .....	724
1.3.3	Le divorce fondé sur la vie séparée depuis au moins un an .....	727
1.3.3.1	Les conditions objectives .....	727
1.3.3.2	Les conditions subjectives .....	728
1.3.3.3	La reprise de la cohabitation et la période d'un an .....	729
1.4	Les fins de non-recevoir de la demande en divorce .....	733
1.4.1	La collusion .....	735
1.4.2	Le pardon et la connivence .....	736
1.4.3	L'absence d'arrangements raisonnables pour les aliments de l'enfant à charge .....	737

1.4.4	La levée des obstacles religieux au remariage religieux . . . . .	738
1.4.5	La Cour d'appel, le divorce et la religion . . . . .	740
1.4.6	La Cour suprême, les tribunaux civils et la religion . . . . .	743
1.5	La procédure de divorce . . . . .	747
1.6	L'instance en divorce . . . . .	747
1.6.1	La signification des procédures . . . . .	748
1.6.2	La demande reconventionnelle . . . . .	749
1.6.3	L'intervention de tiers à l'instance en divorce . . . . .	750
1.6.4	Le désistement pendant l'instance . . . . .	750
1.7	Le tribunal compétent et la juridiction territoriale . . . . .	752
1.7.1	La juridiction si deux provinces sont saisies de deux demandes en divorce . . . . .	754
1.7.2	Les articles 70 et 70.1 C.p.c. en matière de divorce . . . . .	756
1.7.3	La modification des mesures accessoires . . . . .	759
1.7.4	Le renvoi en matière de garde et l'article 6(3) de la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	759
1.8	Les devoirs de l'avocat et du tribunal . . . . .	762
1.9	Les mesures provisoires relatives à l'organisation de la famille pendant l'instance en divorce et l'appel des jugements interlocutoires . . . . .	762
2.0	LES MESURES ACCESSOIRES RELATIVES À L'ORGANISATION DE LA FAMILLE POSTÉRIEUREMENT AU DIVORCE . . . . .	765
2.1	Les mesures accessoires . . . . .	765
2.1.1	La garde des enfants . . . . .	765
2.1.1.1	L'enfant visé par la demande . . . . .	765

---

2.1.1.2	Qui peut demander la garde . . . . .	766
2.1.1.3	La garde demandée par l'époux du père ou de la mère qui n'est pas le parent biologique : le statut in loco parentis . . . . .	766
2.1.1.4	La garde demandée par un tiers . . . . .	774
2.2	Les droits d'accès . . . . .	774
2.3	Le divorce et l'obligation alimentaire . . . . .	776
2.3.1	Le divorce et l'obligation alimentaire de l'enfant . . . . .	776
2.3.2	La pension alimentaire pour l'époux . . . . .	778
2.4	La fixation de la pension alimentaire . . . . .	781
2.5	L'indexation de la pension alimentaire . . . . .	782
2.6	La garantie de paiement de la pension alimentaire . . . . .	782
2.7	L'attribution d'un droit d'usage de la résidence familiale et des meubles . . . . .	782
2.8	Le partage des biens . . . . .	783
2.9	Le contrat de mariage et le sort des donations en divorce . . . . .	783
2.9.1	Les donations entre vifs . . . . .	784
2.9.2	La donation à cause de mort . . . . .	792
2.9.3	Le divorce et la révocation des donations . . . . .	794
2.10	La prestation compensatoire . . . . .	795
2.11	L'assurance-vie . . . . .	795
3.0	LA DEMANDE EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS . . . . .	802
3.1	Les dépens . . . . .	812
3.2	La rédaction des conventions . . . . .	812
3.3	Les ordonnances conditionnelles : les articles 18 et 19 de la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	813

4.0	LA PRISE D'EFFET DU JUGEMENT, LE DÉSISTEMENT DU JUGEMENT, LA RÉTRACTATION, L'EXÉCUTION DU JUGEMENT, L'APPEL, LE JUGEMENT PRONONCÉ À L'ÉTRANGER ET LA RÉVISION DES MESURES ACCESSOIRES. ....	815
4.1	Le jugement de divorce et la rétractation. ....	818
4.2	L'exécution du jugement. ....	819
4.2.1	La garde et l'accès. ....	819
4.2.2	La pension alimentaire. ....	819
4.3	Le jugement de divorce, le désistement et la réconciliation. ....	819
4.3.1	Le désistement. ....	820
4.3.2	La réconciliation. ....	820
4.4	L'appel. ....	822
4.5	La révision des mesures accessoires. ....	823
4.6	Les effets du jugement de divorce sur le jugement antérieur de séparation de corps. ....	824
4.7	La validité du jugement de divorce prononcé à l'étranger. ....	834
4.8	Le nom de la femme mariée. ....	834
 <b>CHAPITRE 7 : L'UNION HORS LE CADRE DU MARIAGE ET DE L'UNION CIVILE : LES CONJOINTS DE FAIT, LEUR SITUATION JURIDIQUE, LEURS RECOURS ET L'INDIVISION ....</b>		<b>837</b>
INTRODUCTION. ....		837
1.0	L'UNION DE FAIT ET LA DIVERSIFICATION DE LA VIE CONJUGALE AU CANADA. ....	839
1.1	Commencer sa vie commune par l'union libre : un choix de plus en plus populaire, surtout au Québec. ....	842
1.2	La notion de conjoint de fait. ....	843

2.0	LA SITUATION JURIDIQUE DES CONCUBINS . . . . .	849
2.1	Les conséquences de cette situation . . . . .	853
2.2	La reconnaissance particulière du concubinage par certaines lois à caractère social . . . . .	854
2.3	Les contrats, donations et assurances. . . . .	854
2.4	Les enfants des concubins . . . . .	856
2.4.1	La pension alimentaire pour l'enfant. . . . .	856
2.4.2	Les biens. . . . .	856
2.4.3	Les incidences fiscales. . . . .	857
3.0	LES CONJOINTS DE FAIT ET LE PARTAGE DES BIENS FAMILIAUX : LE DROIT À LA MARGINALITÉ ET L'ARRÊT WALSH. . . . .	857
3.1	Les faits . . . . .	858
3.2	La décision de la majorité : la primauté de la liberté de choix . . . . .	859
3.3	La préexistence d'un désavantage. . . . .	861
3.4	La correspondance avec les besoins du demandeur et l'effet d'amélioration de la Loi . . . . .	862
3.5	La nature et l'étendue du droit touché . . . . .	863
3.6	Le juge Gonthier . . . . .	864
3.7	La dissidence dans Walsh . . . . .	865
3.8	Les conséquences sur les enfants . . . . .	867
4.0	LA CESSATION DE LA VIE COMMUNE ET LES CONVENTIONS ENTRE CONJOINTS DE FAIT. . . . .	869
4.1	Le contenu de la convention de concubinage ou contrat de vie commune. . . . .	870
4.2	La jurisprudence, la convention de concubinage et autres modes de survie. . . . .	872
4.3	Le contrat de cohabitation et le mariage ultérieur . . . . .	891

4.4	Les recours en l'absence de contrat ou d'entente en chambre civile ou familiale ? . . . . .	893
4.5	La garde des enfants . . . . .	895
4.6	Le statut in loco parentis en droit civil ? . . . . .	896
4.7	La pension alimentaire pour les enfants . . . . .	900
4.8	La pension alimentaire pour l'ex-conjoint de fait . . . . .	901
4.9	La résidence « familiale » et les meubles la garnissant : le droit d'usage . . . . .	903
5.0	L'INDIVISION ET LES CONJOINTS DE FAIT . . . . .	912
5.1	La présomption de partage en parts égales de l'article 1015 C.c.Q. . . . .	917
5.2	L'article 1016 C.c.Q. et l'indemnité de jouissance exclusive . . . . .	922
5.3	L'indivision et la jurisprudence . . . . .	929
5.4	La vente forcée d'un conjoint à l'autre . . . . .	934
5.5	La possibilité de racheter la part d'un indivisaire . . . . .	936
6.0	LE PARTAGE DES BIENS ET LEUR REVENDECTION . . . . .	936
6.1	La société de participation (ou tacite) . . . . .	937
6.2	L'enrichissement injustifié . . . . .	944
6.2.1	Le calcul de la compensation . . . . .	968
6.2.2	La transmissibilité de l'action pour enrichissement injustifié . . . . .	980
6.2.2	L'inopposabilité de la transaction . . . . .	982
7.0	LES DOMMAGES ET INTÉRÊTS . . . . .	982
8.0	LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ . . . . .	987
9.0	LA RÉCONCILIATION ET LE JUGEMENT QUANT À LA GARDE ET LA PENSION ALIMENTAIRE . . . . .	987
10.0	LES RÉGIMES DE RETRAITE, LES CONJOINTS DE FAIT ET LE CONJOINT SURVIVANT . . . . .	988

---

11.0	LE DROIT COMPARÉ ET LES CONJOINTS DE FAIT .....	1001
12.0	LA MARGINALITÉ : UN VÉRITABLE CHOIX ? .....	1002
12.1	Les conséquences sur les conjoints de fait .....	1002
12.2	Les conséquences sur les enfants .....	1004
13.0	LES CONJOINTS DE FAIT ET LE DROIT SUCCESSORAL .....	1006
	ANNEXE .....	1011
	TABLE DE LÉGISLATION .....	1017
	TABLE DE JURISPRUDENCE .....	1051
	INDEX ANALYTIQUE .....	1119

## TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : LES PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	1
1.1 L'obligation alimentaire : une définition et la portée de la notion d'aliments.....	2
1.2 Les fondements juridiques de l'obligation alimentaire.....	7
1.3 Les titulaires de l'obligation alimentaire en vertu du <i>Code civil</i> .....	11
1.3.1 Les époux et conjoints civils .....	11
1.3.2 L'obligation alimentaire et le <i>Code civil</i> : les parents et les enfants .....	14
1.3.3 Les conjoints de fait et l'obligation alimentaire : une nouvelle réalité juridique. ....	15
1.3.3.1 Le contexte social et juridique .....	16
1.3.3.2 La transformation de la cellule familiale et les effets de la rupture. ....	17
1.3.3.3 Le contexte juridique : vers une timide reconnaissance .....	20
1.3.3.4 Les conséquences de cette situation juridique sur les conjoints et les enfants .....	20
1.3.3.5 Et pendant ce temps, ailleurs : l'arrêt <i>Taylor c. Rossu</i> .....	24
1.3.3.6 L'arrêt <i>Walsh</i> : la suprématie du choix et de la volonté de la personne .....	28
1.3.3.7 La décision de la majorité : la primauté de la liberté de choix.....	29

---

1.3.3.8	La dissidence dans <i>Walsh</i> . . . . .	31
1.3.3.9	Éric et Lola : le jugement d'instance . . . . .	34
1.3.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 102866</i> : surprenant ou rafraîchissant ? . . . . .	36
1.3.4.1	Les motifs de Madame la juge Dutil et de Monsieur le juge Giroux . . . . .	36
1.3.4.2	Les motifs du juge Beauregard . . . . .	46
1.3.4.3	La preuve, la connaissance d'office et les dépens . . . . .	50
1.3.4.4	Les frais d'expertise, les honoraires extrajudiciaires et les dépens . . . . .	53
1.3.5	La futurologie : les incertitudes et les options. . . . .	54
1.3.5.1	La vie maritale et les conjoints de fait . . . . .	57
1.3.5.2	L'article 61.1 de la Loi d'interprétation . . . . .	60
1.3.5.3	La rétroactivité . . . . .	62
1.3.5.4	Certaines options pour le législateur . . . . .	62
1.3.6	La détermination du montant de pension en vertu du <i>Code civil</i> . . . . .	65
1.4	Les caractéristiques de l'obligation alimentaire . . . . .	65
1.5	Le moment de la demande pour l'attribution d'une pension alimentaire et la rétroactivité. . . . .	80
1.5.1	Les principes . . . . .	80
1.5.2	L'article 595 C.c.Q. et la rétroactivité de la demande alimentaire . . . . .	81
1.5.3	L'impossibilité d'agir et l'article 595 C.c.Q. . . . .	83
1.5.4	La mise en demeure au sens de l'article 595 C.c.Q. . . . .	89
1.5.5	La rétroactivité et la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	93
1.5.6	La demande tardive d'aliments . . . . .	93

1.6	L'arrêt <i>D.B.S. c. S.R.G.</i> ; <i>L.J.W. c. T.A.R.</i> ; <i>Henry c. Henry</i> ; <i>Hiemstra c. Hiemstra</i> de la Cour suprême et les principes relatifs à l'obligation alimentaire en divorce . . . . .	97
1.6.1	L'obligation alimentaire et la quadrilogie . . . . .	99
1.6.2	La rétroactivité et la quadrilogie . . . . .	100
1.6.3	L'ajustement de la pension alimentaire et le comportement du débiteur . . . . .	101
1.6.4	La quadrilogie et la présentation de la demande ou le point de départ de la rétroactivité. . . . .	102
1.6.5	La quadrilogie et la situation de l'enfant. . . . .	103
1.6.6	Les difficultés occasionnées par une ordonnance rétroactive et le quantum . . . . .	104
1.6.7	La période de rétroactivité . . . . .	105
1.6.8	L'existence des Lignes directrices fédérales et leurs modalités d'application . . . . .	107
1.7	La jurisprudence post-quadrilogie tant en divorce qu'en vertu de l'article 595 C.c.Q. : des effets secondaires ? . . . .	109
1.7.1	La limitation d'un an imposée par l'article 595 C.c.Q. est discriminatoire. . . . .	121
1.7.2	L'erreur induite par une des parties, la turpitude et la clause de rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q. . . . .	121
1.7.3	L'effet de la quadrilogie de la Cour suprême sur l'interprétation législative de l'article 595 C.c.Q. et l'historique de cet article. . . . .	127
1.7.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i> et la rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q. : quand le droit rejoint la réalité . . . . .	137
1.7.4.1	Le jugement de première instance . . . . .	137
1.7.4.2	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i> . . . . .	139
1.7.5	La rétroactivité par convention et les revenus annuels fluctuants. . . . .	149

1.8	Les modalités de paiement . . . . .	160
1.8.1	Les versements périodiques . . . . .	160
1.8.2	La somme forfaitaire ou globale . . . . .	160
1.8.3	L'attribution d'une somme forfaitaire : les critères et la pertinence . . . . .	167
1.8.4	La somme forfaitaire et l'attribution de la résidence familiale à titre de paiement . . . . .	179
1.8.5	L'attribution d'une seconde somme forfaitaire . .	181
1.8.6	La conversion d'une pension alimentaire fondée sur une convention prévoyant une somme forfaitaire . . . . .	182
1.8.7	La somme forfaitaire pour l'enfant à charge : comment la réviser si elle a déjà été versée ? . . .	187
1.8.8	La réserve des recours en matière alimentaire . .	196
1.8.9	La suspension du paiement de la pension alimentaire . . . . .	199
1.9	Les critères de fixation de la pension alimentaire . . . . .	205
1.9.1	L'enfant mineur . . . . .	206
1.9.2	L'époux, l'ex-époux et le conjoint civil . . . . .	207
1.9.3	L'enfant majeur . . . . .	208
1.10	L'obligation alimentaire et la fiscalité . . . . .	208
1.10.1	La déductibilité en ce qui a trait à l'ex-époux, l'époux ou le conjoint civil . . . . .	211
1.10.2	Les paiements alimentaires versés à des tiers et les paiements antérieurs au jugement . . . . .	217
1.10.3	Les changements survenus en 1997 . . . . .	218
1.10.4	La défiscalisation en matière d'aliments pour enfants . . . . .	219

1.10.5	La possibilité de conserver la déductibilité de la pension alimentaire pour enfants contenue dans une ordonnance ou une entente préalable à la défiscalisation . . . . .	222
1.11	Le lien entre les aliments, le partage des biens et la somme forfaitaire . . . . .	225
1.12	Le créancier et le débiteur alimentaire : l'obligation d'entamer le capital . . . . .	226
1.13	Les garanties et les sûretés . . . . .	234
1.13.1	L'hypothèque légale . . . . .	234
1.13.2	La fiducie . . . . .	238
1.13.3	Lettre de garantie . . . . .	249
1.14	L'obligation alimentaire et la faillite . . . . .	249
1.15	Les intérêts et la pension alimentaire . . . . .	252
1.16	La prescription . . . . .	258
CHAPITRE 2 : L'ÉTENDUE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ÉPOUX ET DU CONJOINT CIVIL . . . . .		
	Introduction . . . . .	261
2.1	Un peu de sociologie et les textes de lois . . . . .	263
2.1.1	Un peu de sociologie . . . . .	263
2.1.2	Les textes de lois : le <i>Code civil</i> . . . . .	266
2.1.3	Les critères d'attribution et les objectifs poursuivis en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	268
2.2	Le cheminement de la Cour suprême et l'obligation alimentaire entre époux : un résumé . . . . .	275
2.3	Le cheminement de la Cour suprême du Canada et l'obligation alimentaire entre époux : étape par étape . . . . .	285
2.3.1	L'arrêt <i>Messier c. Delage</i> : le droit aux aliments pendant les années 1980 . . . . .	286

---

2.3.2	La trilogie : de la finalité des conventions et de la théorie de la rupture nette . . . . .	289
2.3.3	Les principes de la « trilogie » sont-ils encore pertinents ? . . . . .	292
2.3.4	<i>Moge c. Moge</i> : de l'égalité des critères de l'article 15.2(6) et de l'autonomie financière . . . . .	293
2.3.5	L'arrêt <i>Willick c. Willick</i> : la modification d'une ordonnance et le concept de changement. . . . .	298
2.3.6	L'arrêt <i>G. (L.) c. B. (G.)</i> : de l'effet du concubinage et du remariage sur l'obligation alimentaire et du concept de changement . . . . .	299
2.3.7	<i>Hickey c. Hickey</i> : le concept de changement et la confirmation des principes de l'arrêt <i>Willick</i> quant à la pension alimentaire entre époux . . . .	306
2.3.8	L'arrêt <i>Bracklow</i> : les fondements de l'obligation alimentaire en divorce et le mariage de courte durée. . . . .	307
2.3.9	L'arrêt <i>Boston c. Boston</i> : l'effet de la retraite sur l'obligation alimentaire. . . . .	320
2.3.10	L'arrêt <i>Miglin</i> : de l'importance, de la validité et de la finalité des conventions en matière familiale . . . . .	332
2.3.11	Les conventions et l'effet de l'arrêt <i>Miglin</i> : la jurisprudence . . . . .	356
2.3.12	L'arrêt <i>Hartshorne c. Hartshorne</i> : de l'importance des conventions et de leur finalité . . . . .	375
2.3.13	L'arrêt <i>Leskun c. Leskun</i> : de l'effet de la faute conjugale sur les aliments. . . . .	384
2.3.14	L'arrêt <i>Rick c. Brandsema</i> : la transparence dans les négociations et la présence du procureur. . . .	402
2.4	L'autonomie financière . . . . .	408
2.4.1	L'autonomie financière : une définition . . . . .	413
2.4.2	La durée du mariage ou de la cohabitation . . . .	422

2.4.3	Le mariage de courte durée . . . . .	438
2.4.4	L'arrêt <i>Bracklow</i> et le mariage de courte durée . . . . .	439
2.4.5	L'autonomie et le travail hors le foyer familial . .	445
CHAPITRE 3 : LES EMPÊCHEMENTS À L'ATTEINTE DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE . . . . .		447
3.1	L'aide intergénérationnelle et l'autonomie financière . .	447
3.2	La maladie et l'autonomie financière . . . . .	451
3.3	Le lien de causalité entre le mariage et les inconvénients en résultant ou la maladie . . . . .	473
CHAPITRE 4 : LA PENSION ALIMENTAIRE : LA FIXATION ET LES ARRÉRAGES . . . . .		481
4.1	La pension alimentaire : l'attribution et l'évaluation . . .	481
4.2	L'établissement de la pension alimentaire au stade provisoire . . . . .	483
CHAPITRE 5 : LE PROJET FÉDÉRAL DE LIGNES DIRECTRICES FACULTATIVES EN MATIÈRE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ÉPOUX . . . . .		493
5.1	Le concept et la pertinence des Lignes directrices facultatives pour époux . . . . .	494
5.2	Les avantages et les inconvénients des lignes directrices . . . . .	496
5.3	Les structures de base des lignes directrices . . . . .	507
5.3.1	Le partage des revenus . . . . .	507
5.3.2	Le revenu net et le revenu brut . . . . .	508
5.3.3	Les critères utilisés . . . . .	509
5.3.4	Les formules, la restructuration et les exceptions . . . . .	510
5.3.4.1	Selon la formule de base sans pension alimentaire pour enfant . . . . .	510

5.3.4.2	La formule avec pension alimentaire pour enfant . . . . .	511
5.3.4.3	Les plafonds et les planchers . . . . .	512
5.3.4.4	La restructuration . . . . .	513
5.3.4.5	Les exceptions . . . . .	513
5.4	Les lignes directrices : la démarche . . . . .	515
CHAPITRE 6 : LE TERME ET AUTRES MODALITÉS POUR METTRE FIN À L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE ÉPOUX . . . . .		
6.1	Le créancier alimentaire doit faire des efforts . . . . .	532
6.2	Le terme : la synthèse . . . . .	535
6.3	Le terme et autres modalités pour mettre fin à l'obligation alimentaire : la jurisprudence . . . . .	552
6.4	La réticence à fixer un terme . . . . .	556
6.5	Les choix personnels . . . . .	557
6.6	La synthèse : le droit aux aliments et la pension alimentaire . . . . .	591
6.7	Les critères pertinents retenus par les tribunaux pour l'établissement de la pension alimentaire . . . . .	596
CHAPITRE 7 : LA RENONCIATION AUX ALIMENTS . . . . .		
7.1	La renonciation aux aliments . . . . .	603
7.2	La renonciation aux aliments par un époux dans le cadre du divorce . . . . .	609
7.3	L'écoulement du temps et la renonciation implicite . . . . .	619
CHAPITRE 8 : LES ARRÉRAGES EN MATIÈRE ALIMENTAIRE . . . . .		
8.1	L'annulation des arrérages : les principes et la prescription en matière alimentaire . . . . .	623
8.2	L'annulation des arrérages . . . . .	625

8.3	L'annulation des arrérages en vertu du Code civil . . . . .	627
8.4	Le mécanisme de l'article 596 C.c.Q. . . . .	632
8.5	Les arrérages, les intérêts et la compensation . . . . .	644
8.6	Le remboursement et la compensation de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire . . . . .	646
8.6.1	Le remboursement de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire . . . . .	646
8.6.2	La compensation . . . . .	652
8.6.3	La compensation et les aliments futurs : une solution ? . . . . .	662
CHAPITRE 9 : LES DEMANDES DE MODIFICATION DE L'ORDONNANCE ALIMENTAIRE . . . . .		
9.1	Le concept de changement significatif . . . . .	669
9.2	La révision ou la modification . . . . .	677
9.3	Les faits nouveaux . . . . .	680
9.4	Le changement significatif : la détermination par les parties du changement nécessaire . . . . .	694
CHAPITRE 10 : LA RETRAITE, LA PRÉRETRAITE, LE PARTAGE DES FONDS DE RETRAITE ET LA DOUBLE PONCTION : L'EFFET DE LA RETRAITE SUR L'OBLIGATION ALIMENTAIRE . . . . .		
10.1	La synthèse . . . . .	712
10.2	Le capital du créancier et l'approche de la retraite du débiteur : l'entamer ou ne pas l'entamer... . . . .	716
CHAPITRE 11 : L'EXÉCUTION DU JUGEMENT ET LA PERCEPTION DES PENSIONS ALIMENTAIRES . . . . .		
11.1	Le jugement doit être exécutoire . . . . .	725
11.2	Le jugement susceptible d'exécution . . . . .	728

11.3	La <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i> ..	730
11.3.1	Les principes généraux de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires .....	731
11.3.2	L'application de la Loi .....	732
11.4	La pension alimentaire visée par la <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i> .....	732
11.4.1	La Loi et l'existence de garanties supplémentaires .....	733
11.4.2	Le rôle du sous-ministre du Revenu : l'exclusivité de la perception ? .....	734
11.4.3	Les ordonnances alimentaires non assujetties à la Loi .....	742
11.4.4	Les cas d'exemption et de suspension de l'application de la Loi .....	744
11.4.4.1	L'exemption .....	744
11.4.4.2	La suspension .....	745
11.4.4.3	Le rôle du greffier .....	746
11.4.5	La perception de la pension alimentaire : deux modes de perception .....	747
11.4.6	Le début du versement de la pension alimentaire .....	748
11.4.7	La retenue à la source et l'ordre de retenue ....	750
11.4.8	Les obligations et la responsabilité de l'employeur du débiteur alimentaire .....	752
11.4.9	Le versement des sommes au créancier alimentaire .....	753
11.4.10	Le versement des avances et leur remboursement .....	754
11.4.11	Les pouvoirs du sous-ministre en vertu de la Loi : le recouvrement .....	763
11.4.12	L'obtention d'information sur la situation financière du débiteur .....	764

11.4.13	Le créancier et le débiteur hors Québec : la perception .....	765
11.4.13.1	Les législations québécoises applicables ...	765
11.4.13.2	La <i>Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires</i> .....	766
11.4.14	La <i>Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments</i> .....	770
11.5	La législation fédérale et la perception de la pension alimentaire .....	772
11.5.1	La perception et la <i>Loi sur le divorce</i> .....	779
11.5.2	<i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</i> et la <i>Loi sur la saisie-arrêt et la distraction des pensions</i> .....	781
11.5.3	L'exécution d'un jugement étranger au Québec ou d'un jugement québécois à l'étranger .....	782
11.5.3.1	L'Entente entre le Québec et la France sur l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative .....	785
11.5.3.2	Les jugements provenant d'autres juridictions .....	787
11.6	Le voile corporatif .....	788
CHAPITRE 12 : LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE .....		797
12.1	Les principes généraux .....	797
12.2	La forme de la prestation .....	801
12.3	La survie de l'obligation alimentaire : les créanciers visés et le montant de la prestation .....	802
12.3.1	Les créanciers visés .....	802
12.3.2	Le montant de la prestation .....	804
12.3.3	L'ex-époux qui percevait des aliments et les autres créanciers .....	810

---

12.3.4	La valeur de la succession. . . . .	813
12.3.5	La provision pour frais et l'ordonnance de sauvegarde. . . . .	814
12.4	Le droit international privé . . . . .	814
CHAPITRE 13 : LA LOI SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES ET LES PRESTATIONS POUR LA FAMILLE . . . . .		815
13.1	Les prestations en vertu de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> . . . . .	815
13.2	Les principes d'application. . . . .	816
13.3	L'impact de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> sur l'obligation alimentaire . . . . .	816
CHAPITRE 14 : LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS . . . . .		819
14.1	Les principes généraux . . . . .	819
14.2	L'importance des conventions et le respect de la volonté des parties . . . . .	822
14.3	Le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions. . .	825
14.3.1	Les conditions de validité de la convention . . . . .	825
14.3.2	Le consentement libre et éclairé. . . . .	829
14.3.3	La Trilogie et la lésion en droit civil : entre majeurs ? . . . . .	831
14.3.4	La présence d'un procureur indépendant et compétent. . . . .	835
14.3.5	La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention. . . . .	841
14.3.6	La vulnérabilité, le procureur indépendant et compétent et la transparence : les arrêts <i>Miglin</i> et <i>Rick c. Brandsema</i> de la Cour suprême . . . . .	852
14.3.7	La fragilisation des conventions et la déontologie . . . . .	859

14.4	Les limites de l'arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	880
14.5	Les motifs d'annulation : une synthèse . . . . .	888
14.6	Les documents rédigés en médiation . . . . .	890
14.6.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.) . . .	890
14.6.2	Le résumé ou sommaire des ententes . . . . .	890
14.6.3	Le projet d'accord. . . . .	900
CHAPITRE 15 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ET LES ENFANTS. . . . .		903
15.1	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu du Code civil. . . . .	908
15.2	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	912
15.3	Le concept <i>in loco parentis</i> en droit civil ? . . . . .	917
15.4	Les revenus de l'enfant mineur . . . . .	922
15.4.1	Le devoir d'entretien et l'obligation alimentaire. . . . .	924
15.4.2	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant et la fiscalité de la pension pour enfant : les principes . . . . .	925
15.4.3	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant . . . . .	926
15.4.4	La prestation universelle pour la garde d'enfants. . . . .	931
15.4.5	La comptabilisation de la PUGE . . . . .	932
15.4.6	Le remboursement des prestations lorsque l'ordonnance de la Cour ou la convention des parties prévoyait des modalités de paiement . . .	937
15.4.7	La pension alimentaire pour enfant et les prestations de deniers recours . . . . .	953
15.5	Le traitement fiscal de la pension alimentaire pour l'enfant . . . . .	954

15.5.1	Le crédit équivalent pour personne entièrement à charge (ou crédit équivalent au montant pour conjoint au fédéral) . . . . .	958
15.5.2	Les autres déductions possibles . . . . .	958
15.6	Le calcul de la pension alimentaire avant le 1 <sup>er</sup> mai 1997 . . . . .	960
15.7	L'ajustement « rétroactif » du montant de la pension alimentaire pour enfants. . . . .	962
15.7.1	La <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	962
15.7.2	Le <i>Code civil du Québec</i> . . . . .	964
15.8	Les Lignes directrices québécoises et fédérales. . . . .	974
15.8.1	La genèse . . . . .	974
15.8.2	Une interprétation généreuse des besoins de l'enfant ? . . . . .	979
15.9	Les <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	981
15.9.1	Les principes d'application . . . . .	981
15.9.2	Un survol des règles applicables au calcul en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	988
15.9.3	La garde partagée et les <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	992
15.9.4	Les cas particuliers en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	995
15.9.4.1	L'enfant majeur . . . . .	995
15.9.4.2	Les revenus supérieurs à 150 000 \$ . . . . .	995
15.9.4.3	Le statut <i>in loco parentis</i> . . . . .	998
CHAPITRE 16 : LES LIGNES DIRECTRICES QUÉBÉCOISES . . . . .		1003
16.1	L'application. . . . .	1003
16.2	La genèse . . . . .	1003

---

16.3	L'adoption des <i>Lignes directrices québécoises</i> et les textes législatifs pertinents . . . . .	1006
16.4	Les principes des <i>Lignes directrices québécoises</i> . . . . .	1008
16.5	La démarche. . . . .	1016
16.5.1	La procédure . . . . .	1016
16.5.2	Le tiers gardien et l'enfant mineur : un cas particulier . . . . .	1017
16.5.3	Les éléments du calcul : un sommaire . . . . .	1018
16.5.3.1	Le revenu brut et le revenu disponible . . .	1018
16.5.3.2	Les déductions et les revenus de l'enfant : la contribution parentale de base . . . . .	1020
16.5.3.3	Le nombre d'enfants . . . . .	1022
16.5.3.4	Le temps de garde . . . . .	1023
16.5.3.5	Les modalités de garde . . . . .	1033
16.6	Le logiciel <i>Aliform</i> et le <i>Formulaire</i> en réseau Jurifamille . . . . .	1036
16.6.1	L' <i>Aliform</i> . . . . .	1036
16.6.2	Jurifamille . . . . .	1038
16.7	Le calcul des revenus bruts aux fins d'établir la pension alimentaire. . . . .	1039
16.7.1	L'établissement du revenu brut . . . . .	1039
16.7.2	La période de référence pour l'établissement du revenu et la moyenne des revenus . . . . .	1049
16.7.3	Les avantages financiers tirés d'un emploi ou d'une autre source et l'établissement du revenu brut. . . . .	1063
16.7.4	<i>Le travailleur autonome</i> et les revenus de loyers . . . . .	1070
16.7.5	La jurisprudence et la qualification de revenu. . . . .	1078

16.7.6	L'obligation de contribuer des parents. . . . .	1087
16.7.7	L'obligation de divulguer des parents . . . . .	1092
16.7.8	Le revenu fictif ou présumé . . . . .	1094
16.7.9	Le nouveau conjoint et l'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien . . . . .	1106
16.7.9.1	Le nouveau conjoint. . . . .	1106
16.7.9.2	L'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien. .	1108
16.7.10	Les revenus supérieurs à 200 000 \$. . . . .	1109
16.7.11	Le traitement des pertes. . . . .	1116
16.7.12	Les actions, les bénéfices non répartis et les actifs . . . . .	1120
16.7.13	Les revenus non divulgués aux autorités fiscales . . . . .	1136
16.8	Les revenus fluctuants d'une année à l'autre . . . . .	1140
16.9	La réception d'un revenu net d'impôt. . . . .	1143
16.10	L'abandon d'un emploi, la diminution volontaire des revenus, la retraite et la réorientation de carrière . . . .	1144
CHAPITRE 17 : LES FRAIS DE GARDE . . . . .		1183
CHAPITRE 18 : LES FRAIS D'ÉTUDES POST- SECONDAIRES . . . . .		1189
CHAPITRE 19 : LE QUANTUM DE LA PENSION ALIMENTAIRE PAYABLE ET L'ENTENTE ENTRE LES PARTIES . . . . .		1191
CHAPITRE 20 : LES FRAIS PARTICULIERS . . . . .		1195
20.1	Les frais particuliers : les principes . . . . .	1199
20.2	Les frais particuliers : délimiter les contours . . . . .	1200
20.3	L'arrêt <i>Droit de la famille</i> – 3228 : le besoin particulier et le caractère raisonnable . . . . .	1203

---

20.3.1	Le critère de « nécessité » s'attache aux besoins spécifiques concernés et dictés par la situation particulière de l'enfant . . . . .	1204
20.3.2	La dépense doit être raisonnable eu égard aux moyens financiers des parents . . . . .	1206
20.3.3	La simplicité involontaire . . . . .	1213
20.3.4	L'exigence de la consultation avec l'autre parent . . . . .	1217
20.3.5	Les besoins antérieurs à la rupture et le paiement <i>des frais pour un autre enfant</i> issu de l'union ou de la même fratrie . . . . .	1225
20.4	Les frais particuliers non récurrents . . . . .	1226
20.5	De certains frais particuliers particulièrement particuliers ! . . . . .	1231
20.5.1	L'école privée . . . . .	1232
20.5.2	Les loisirs et la culture . . . . .	1239
20.5.3	L'Internet . . . . .	1240
20.5.4	Le sport : luxe ou nécessité . . . . .	1243
20.5.5	Le régime enregistré d'épargne étude . . . . .	1247
20.6	Le paiement des frais particuliers : périodicité ou somme forfaitaire . . . . .	1247
20.7	Les besoins de base et les frais particuliers : parlons chiffres . . . . .	1253
20.8	Tableau synthèse : les frais particuliers et la jurisprudence . . . . .	1262
CHAPITRE 21 : LES DIFFICULTÉS EXCESSIVES ET SIMPLES . . . . .		1309
21.1	Le non-exercice des droits d'accès . . . . .	1314
21.2	Les droits d'accès et l'enfant majeur . . . . .	1349
21.3	Les enfants issus d'autres unions : l'application des difficultés « simples » . . . . .	1352

---

21.3.1	Les principes .....	1359
21.3.2	L'arrêt de la Cour d'appel dans <i>Droit de la famille</i> – 07934. ....	1362
21.3.3	L'application des critères .....	1373
21.3.4	Une revue de la jurisprudence .....	1378
21.4	L'obligation alimentaire à l'égard d'autres personnes ..	1395
21.5	Les dettes familiales .....	1395
21.6	Le transport .....	1401
21.7	Le placement en famille d'accueil ou en institution et les difficultés excessives .....	1411
21.8	Le coût de la vie .....	1421
21.9	Le niveau de vie .....	1426
CHAPITRE 22 : LE CONCEPT DE CHANGEMENT SIGNIFICATIF. ....		
22.1	Réviser ou modifier l'ordonnance alimentaire ? .....	1450
22.2	La jurisprudence : le concept de changement .....	1452
22.3	Les parties et la définition du changement nécessaire..	1455
CHAPITRE 23 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ENFANT MAJEUR .....		
23.1	L'enfant majeur et l'obligation alimentaire : un peu de sociologie .....	1459
23.2	Le recours de l'enfant majeur : ses fondements .....	1461
23.2.1	Le Code civil. ....	1462
23.2.2	La loi sur le divorce : l'enfant à charge .....	1465
23.3.3	L'enfant handicapé .....	1468
23.2.4	La nature de l'obligation .....	1476
23.2.5	Les frais visés : les frais d'études postsecondaires .....	1476

---

23.2.6	La jurisprudence . . . . .	1478
23.3	La pension pour l'enfant majeur : la démarche procédurale. . . . .	1481
23.4	À qui sont payables les aliments ? . . . . .	1488
23.5	L'application des <i>Lignes directrices</i> à l'enfant majeur . .	1489
23.6	Le <i>quantum</i> , les critères d'attribution, les études, le concubinage et la parentalité . . . . .	1496
23.6.1	Le concubinage et le mariage . . . . .	1499
23.6.2	Les études ; jusqu'à quel niveau : le second ou le troisième cycle ? . . . . .	1501
23.6.3	La parentalité . . . . .	1509
23.7	Le calcul en présence d'un enfant mineur et d'un enfant majeur selon les <i>Lignes directrices</i> . . . . .	1512
23.8	La possibilité, pour le débiteur, de recevoir le créancier chez lui : l'article 592 C.c.Q. . . . .	1516
23.9	Les obligations de l'enfant majeur . . . . .	1519
23.9.1	Le sérieux et les efforts . . . . .	1519
23.9.2	La recherche d'emploi . . . . .	1527
23.9.3	La réorientation de carrière . . . . .	1528
23.9.4	L'abandon des études, l'état de santé et les échecs scolaires . . . . .	1531
23.9.5	Le majeur : l'effort financier . . . . .	1541
23.9.6	Les prêts et bourses : un revenu ? . . . . .	1551
23.9.7	La pension alimentaire pour l'enfant, le parent aux études et l'effet sur les prêts et bourses de ce dernier. . . . .	1555
23.10	Le terme fixé à l'obligation . . . . .	1560
23.11	L'enfant majeur, son attitude, l'ingratitude et le droit aux aliments. . . . .	1570

23.12 La fiscalité et les frais nets . . . . .	1599
23.12.1 La fiscalité . . . . .	1599
23.12.2 Les frais d'études postsecondaires nets . . . . .	1599
23.13 La pension alimentaire et la rétroactivité . . . . .	1600
23.14 Une synthèse . . . . .	1601
CHAPITRE 24 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE PARENTS EN LIGNE DIRECTE AU PREMIER DEGRÉ . . . . .	1605
TABLE DE LÉGISLATION . . . . .	1611
TABLE DE JURISPRUDENCE . . . . .	1631
INDEX ANALYTIQUE . . . . .	1761

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PREMIÈRE PARTIE – LA FILIATION</b>	<b>1</b>
INTRODUCTION	1
1.0 LA FILIATION PAR LE SANG	2
1.1 Les principes généraux	2
1.2 La filiation par le sang et la présomption de l'article 530 C.c.Q.	10
1.2.1 L'acte de naissance	16
1.2.2 La déclaration tardive	19
1.2.3 La déclaration tardive, la rétractation, la rétroactivité et la possession d'état constante	20
1.2.4 La possession d'état	49
1.2.5 La preuve de la possession d'état : un moyen de preuve	99
1.2.6 La présomption de paternité	101
1.2.7 La reconnaissance volontaire	106
1.3 Le désaveu de l'enfant par le père présumé	107
1.4 Le fardeau, les moyens de preuve, l'ADN, le délai d'action et le désistement	110
2.0 LA RÉALITÉ BIOLOGIQUE, L'ARTICLE 530 DU <i>CODE CIVIL</i> ET L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	124

---

3.0	LA RÉCLAMATION DE FILIATION (PATERNITÉ OU MATERNITÉ) . . . . .	148
3.1	La pertinence du recours en rectification de registres en matière de filiation . . . . .	149
3.2	Les moyens de preuve . . . . .	153
4.0	LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE PAR LA MÈRE . . . . .	153
4.1	Les délais de contestation . . . . .	156
4.2	La filiation et l'ADN : l'article 535.1 C.c.Q. . . . .	157
5.0	LA CONTESTATION PAR LES HÉRITIERS DE LA MÈRE OU DU PÈRE PRÉSUMÉ EN REGARD DU DÉSAVEU DE L'ENFANT OU DE LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE . . . . .	172
6.0	LES MOYENS DE PREUVE RECEVABLES À L'OCCASION DU DÉSAVEU ET DE LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ . . . . .	174
7.0	LES PROCÉDURES DE DÉSAVEU OU DE CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE . . .	175
7.1	L'enfant doit être partie aux procédures . . . . .	175
7.2	La signification des procédures . . . . .	178
7.3	Le recours entrepris par l'enfant mineur . . . . .	178
7.4	Le désaveu et la contestation de paternité . . . . .	179
8.0	LA GARDE, LA PENSION ET LA RÉTROACTIVITÉ . . .	180
9.0	LA FILIATION ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ . . . . .	187
10.0	LA PROCRÉATION ASSISTÉE . . . . .	195
	Introduction . . . . .	195
10.1	Les principes relatifs à la procréation assistée . . . . .	200
10.2	La procréation assistée : les méthodes . . . . .	204

---

10.3	L'article 538.1 C.c.Q. : la procréation assistée et la filiation par le sang . . . . .	208
10.4	Le projet parental . . . . .	210
10.5	L'article 538.2 C.c.Q. : l'établissement du lien de filiation ou la paternité suspensive . . . . .	242
10.6	La présomption de parenté . . . . .	248
10.7	La contestation de la filiation . . . . .	250
10.8	La filiation : deux pères, deux mères ou un père et une mère ? . . . . .	254
10.9	Le refus de reconnaître sa filiation en matière de procréation assistée . . . . .	255
10.10	La mère porteuse . . . . .	260
10.11	La preuve de la filiation par procréation assistée . . . . .	288
10.12	La recherche des origines et les renseignements nominatifs . . . . .	292
10.13	La procréation <i>post mortem</i> et la propriété du matériel génétique . . . . .	299
10.14	La <i>Loi sur la procréation assistée</i> (Canada) et la <i>Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée</i> (Québec) . . . . .	303
10.15	Le droit international privé et la filiation . . . . .	305
11.0	LA FILIATION PAR L'ADOPTION . . . . .	308
11.1	Un survol des principales règles et la juridiction . . . . .	308
11.2	Le tribunal compétent . . . . .	316
	11.2.1 L'appel . . . . .	329
	11.2.2 L'adoption coutumière autochtone et la race . . . .	330
11.3	L'adoption plénière . . . . .	338
11.4	Les conditions préalables à l'adoption . . . . .	343

11.4.1	L'intérêt de l'adopté . . . . .	343
11.4.2	Les adoptants . . . . .	344
11.4.2.1	Une personne majeure. . . . .	344
11.4.2.2	La différence d'âge. . . . .	345
11.4.2.3	L'expertise psychosociale. . . . .	346
11.4.2.4	L'adoption par des conjoints de même sexe . . . . .	346
11.5	Les adoptés : l'enfant mineur . . . . .	347
11.6	L'adoption de la personne majeure. . . . .	347
12.0	L'ADOPTION FONDÉE SUR LE CONSENTEMENT DES PÈRE, MÈRE OU TUTEUR . . . . .	370
12.1	Le consentement de l'enfant . . . . .	371
12.2	Le consentement des parents ou du tuteur . . . . .	372
12.2.1	Le consentement des parents et la signification des procédures . . . . .	372
12.2.2	Le consentement du tuteur . . . . .	404
12.2.3	L'adoption de l'enfant d'un mineur . . . . .	405
13.0	LES TYPES ET LA FORME DU CONSENTEMENT . . .	406
13.1	Le consentement général . . . . .	406
13.2	Le consentement spécial . . . . .	406
13.3	La mère porteuse et le consentement spécial . . . . .	413
13.3.1	La Cour d'appel : cachez cet article du Code civil que je ne saurais voir ou à quoi sert donc l'article 541 C.c.Q. relatif aux mères porteuses ? . . . . .	413
13.3.1.1	Introduction . . . . .	413
13.3.1.2	Les faits et le jugement de première instance en Cour du Québec. . . . .	414

---

13.3.1.3	L'arrêt de la Cour d'appel . . . . .	416
13.3.1.4	La rétribution ou l'avantage : la contrepartie versée à la mère porteuse . . . . .	418
13.3.1.5	La portée de l'article 541 C.c.Q. . . . .	421
13.3.1.6	L'arrêt de la Cour d'appel . . . . .	429
13.3.1.7	Conclusion . . . . .	435
13.4	Les conjoints de fait et le consentement spécial . . . . .	448
13.5	Qu'est-ce qu'un conjoint de fait ? . . . . .	449
13.6	La forme et le contenu du consentement . . . . .	460
13.7	Les effets du consentement . . . . .	461
13.8	La cessation des effets et le consentement conditionnel . . . . .	462
13.9	La rétractation du consentement . . . . .	463
13.10	La demande de restitution de l'enfant . . . . .	465
13.11	La procédure en restitution . . . . .	471
13.12	L'intervention et le processus d'adoption . . . . .	471
13.13	La déclaration d'admissibilité à l'adoption . . . . .	472
13.14	La nomination d'un procureur à l'enfant . . . . .	473
13.15	La déclaration d'admissibilité à l'adoption : la démarche . . . . .	478
13.15.1	Le délai de six mois et l'abandon (art. 559, al. 2 C.c.Q.) . . . . .	483
13.15.2	Le lien affectif ou d'attachement : une nécessité ? . . . . .	489
13.15.2.1	L'adoption, les liens biologiques et la perspective de l'enfant . . . . .	496

13.15.2.2	L'adoption de l'enfant majeur, le concept de domicile et le droit international privé québécois .....	497
13.15.3	Existe-t-il une improbabilité de reprise en charge ? Autrement dit, les parents ont-ils repoussé la présomption et peuvent-ils redresser la situation ? .....	525
13.15.3.1	Un projet et les acquis du parent .....	527
13.15.3.2	La probabilité de la reprise en charge ....	527
13.15.3.3	L'intérêt de l'enfant .....	536
13.15.4	L'intérêt de l'enfant nécessite-t-il une déclaration d'admissibilité à l'adoption ? .....	536
13.15.5	L'application des mesures de protection et de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> jusqu'à l'admissibilité de l'enfant à l'adoption .....	541
13.15.6	La déclaration d'admissibilité : la procédure ...	543
13.15.7	L'effet de l'article 91.1 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .....	545
13.15.7.1	Le concept de permanence .....	557
13.15.7.2	L'ordonnance qui « tend à »... ..	569
13.15.7.3	La désignation de la ressource d'hébergement .....	570
13.15.8	L'admissibilité à l'adoption, la tutelle et l'autorité parentale .....	571
13.16	Les effets de la déclaration d'admissibilité .....	575
14.0	L'ORDONNANCE DE PLACEMENT POUR ADOPTION .....	579
14.1	La procédure pour l'ordonnance de placement .....	580
14.2	Les effets de l'ordonnance de placement .....	585
14.2.1	Le maintien des liens d'origine .....	589

---

14.2.1.1	L'intervention et la personne intéressée . . .	597
14.2.2	Le maintien ou l'établissement de droits d'accès . . . . .	604
14.2.3	Les droits d'accès de la famille d'origine, la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et le tribunal compétent . . . . .	608
14.2.4	La rupture des parents et le processus d'adoption . . . . .	609
14.2.5	La révocation de l'ordonnance de placement . . . .	613
14.2.6	La cessation du placement . . . . .	614
15.0	LA DEMANDE EN ADOPTION . . . . .	617
15.1	La procédure . . . . .	618
15.2	Les effets du jugement en adoption : le lien de filiation et le nom . . . . .	620
15.3	Les effets du jugement en adoption . . . . .	627
15.4	La rétractation du jugement d'adoption et l'appel . . . . .	628
15.5	La confidentialité des dossiers et les retrouvailles . . . . .	631
15.5.1	La confidentialité . . . . .	633
15.5.2	La connaissance des origines : le refus de communication et le refus de contacts . . . . .	641
16.0	LA CONNAISSANCE DES ORIGINES : UN DROIT ABSOLU OU ABSOLUMENT UN DROIT ? . . . . .	652
17.0	LA RECHERCHE DES ORIGINES . . . . .	656
18.0	L'ADOPTION INTERNATIONALE (L'ADOPTION D'UN ENFANT DOMICILIÉ HORS QUÉBEC) ET LA CONVENTION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE . . . . .	671
18.1	Qu'est-ce qu'une adoption internationale ? . . . . .	673

18.2	L'adoption internationale et la <i>Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale</i> . . . . .	679
18.3	L'adoption ouverte (qui permet le maintien des contacts et le transfert d'informations) ou simple (qui ne rompt pas le lien de filiation) et la <i>Convention</i> . . . . .	684
18.4	L'adoption prononcée au Québec dans le cadre de la <i>Convention</i> . . . . .	686
18.5	L'adoption judiciairement prononcée <u>au Québec</u> d'un enfant domicilié à l'étranger <u>hors Convention</u> . . . . .	688
18.6	L'adoption d'un enfant <u>hors Convention</u> domicilié à l'étranger et la <u>reconnaissance du jugement</u> d'adoption prononcé à l'étranger. . . . .	703
19.0	L'ADOPTION ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. . . . .	721
20.0	DES RÉFORMES, VOUS DITES ? . . . . .	725
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE NOM ET LE DOMICILE</b> . . . . .		727
1.0	LE NOM . . . . .	727
1.1	L'attribution et le choix du nom par les parents . . . . .	732
1.2	Le choix du nom et le désaccord des parents. . . . .	762
1.3	Le changement de nom . . . . .	763
1.3.1	Le changement du nom par la voie judiciaire . . . . .	763
1.3.2	L'adoption . . . . .	766
1.3.3	Le changement de filiation . . . . .	767
1.3.4	L'abandon et la déchéance de l'autorité parentale . . . . .	782
1.3.5	Le changement de sexe et la mention à l'acte de naissance . . . . .	786
1.3.6	Le changement de nom par voie administrative . . . . .	787

1.4	La révision des décisions du Directeur de l'état civil et le changement de nom. ....	803
1.5	Le changement de sexe, les transgenres et le changement de nom .....	831
1.6	L'état civil et les actes de l'état civil. ....	845
1.6.1	L'état civil .....	845
1.6.2	Les actes de l'état civil .....	845
1.6.2.1	L'acte de naissance .....	846
1.6.2.2	L'acte de mariage .....	847
1.6.2.3	L'acte d'union civile .....	847
1.6.2.4	L'acte de décès .....	848
1.7	Les effets du changement de nom .....	849
1.7.1	La modification à la suite d'une décision du tribunal .....	850
1.7.2	La modification à la suite d'une décision du Directeur de l'état civil .....	852
1.8	Dresser un acte de l'état civil <u>ou</u> insérer un acte de l'état civil .....	853
1.9	La rectification d'un acte de l'état civil .....	855
2.0	LE DOMICILE .....	855
<b>TROISIÈME PARTIE – L'INTÉRÊT DE L'ENFANT, L'AUTORITÉ PARENTALE, LE CONSENTEMENT AUX SOINS ET LE RECOURS AUTONOME DE L'ENFANT ...</b>		<b>869</b>
1.0	L'INTÉRÊT DE L'ENFANT : LE RESPECT DE SES DROITS. ....	869
1.1	Le respect de ses droits et le droit à la protection. ....	873
1.2	Les décisions concernant l'enfant et le critère de l'intérêt .....	873

1.2.1	L'article 33 : le concept de l'intérêt de l'enfant et la jurisprudence . . . . .	874
1.2.2	La magistrature et l'intérêt de l'enfant. . . . .	885
1.2.3	Le droit d'être entendu. . . . .	887
1.3	Les modalités d'évaluation de l'intérêt de l'enfant . . . . .	888
1.3.1	Le témoignage de l'enfant . . . . .	891
1.3.2	La représentation de l'enfant par un avocat. . . . .	892
2.0	L'AUTORITÉ PARENTALE. . . . .	894
2.1	Les limitations à l'autorité parentale. . . . .	896
2.2	L'autorité parentale : une définition . . . . .	897
2.3	Les obligations des parents. . . . .	920
2.3.1	L'étendue de l'autorité parentale . . . . .	920
2.3.2	L'exercice de l'autorité parentale . . . . .	924
2.3.3	Le « mandat parental » : l'article 603 C.c.Q. . . . .	926
2.3.4	La délégation de l'autorité parentale : un caractère temporaire, vraiment ? . . . . .	932
2.3.5	L'arrêt <i>Droit de la famille – 102247</i> : une avancée quant au tiers gardien et à l'autorité parentale . . . . .	956
2.3.6	La multiparentalié ou pluriparentalité : en sommes-nous si loin ? . . . . .	970
2.3.7	L'impact de la rupture sur l'exercice de l'autorité parentale . . . . .	980
2.3.8	Les droits du parent non gardien . . . . .	982
2.3.9	L'article 602 C.c.Q. : le domicile de l'enfant mineur . . . . .	985
2.4	Le partage des responsabilités parentales (le « parenting » plan) . . . . .	987

---

2.5	Le droit de correction. ....	988
2.6	Le tribunal et l'autorité parentale : le ménage à trois ..	1005
2.7	Le choix de l'école .....	1010
2.7.1	L'anglais ou le français .....	1016
2.7.2	L'école privée, l'école publique ou tout simplement le choix de l'école. ....	1038
	Tableau des variables à considérer dans le choix de l'école .....	1041
2.7.3	L'enseignement à la maison. ....	1152
2.7.4	L'exécution provisoire d'un jugement statuant sur le choix d'une école. ....	1160
2.8	Le choix de la religion .....	1163
2.9	L'autorisation de voyager hors du pays et l'obtention du passeport. ....	1214
3.0	LA DÉCHÉANCE TOTALE, LA DÉCHÉANCE PARTIELLE DE L'AUTORITÉ PARENTALE ET LE RETRAIT DES ATTRIBUTS .....	1263
3.1	Les principes .....	1263
3.1.1	La démarche procédurale et la provision pour frais. ....	1269
3.1.2	La déchéance requise par un parent pour lui-même .....	1276
3.2	La déchéance de l'autorité parentale : les principes et les effets .....	1284
3.2.1	Le motif grave. ....	1290
3.2.1.1	L'abandon. ....	1299
3.2.1.2	La synthèse quant au motif grave .....	1322
3.2.2	L'emprisonnement, les infractions contre la personne et la déchéance .....	1350

3.2.3	La déchéance et l'aliénation parentale . . . . .	1373
3.2.4	La déchéance d'autorité parentale et le paiement de la pension alimentaire. . . . .	1383
3.2.5	L'intérêt de l'enfant : le second critère . . . . .	1386
3.2.6	Les effets de la déchéance . . . . .	1401
3.2.7	La déchéance de l'autorité parentale et la probabilité d'une adoption . . . . .	1402
3.3	La déchéance partielle, le retrait des attributs et la suspension de l'exercice de l'autorité parentale . . . . .	1419
3.4	La filiation et la demande de déchéance de l'autorité parentale simultanée. . . . .	1445
3.5	La restitution de l'autorité parentale. . . . .	1448
3.6	Le changement de nom . . . . .	1460
4.0	LE DROIT À L'INTÉGRITÉ, LE CONSENTEMENT AUX SOINS, L'ENFANT ET L'AUTORITÉ PARENTALE. . .	1468
4.1	La notion de soin . . . . .	1474
4.1.1	L'ordonnance pour la tenue d'une expertise en matière familiale : la contrainte . . . . .	1476
4.1.2	La thérapie et la demande d'expertise en matière familiale : la contrainte . . . . .	1483
4.2	Le consentement aux soins . . . . .	1501
4.3	Le consentement substitué et la consultation . . . . .	1507
4.4	Les soins requis par l'état de santé . . . . .	1510
4.5	Les soins non requis par l'état de santé. . . . .	1518
4.6	La procédure . . . . .	1530
4.7	Le consentement à l'aliénation d'une partie de son corps ou à une expérimentation . . . . .	1532
4.8	Les soins requis et la jurisprudence. . . . .	1532

4.9	Les coûts liés aux soins . . . . .	1540
4.10	Le secret professionnel et le dossier médical de l'enfant. . . . .	1543
<b>QUATRIÈME PARTIE – LA PAROLE DE L'ENFANT, L'ÉTHIQUE ET LA REPRÉSENTATION DE L'ENFANT . . . . .</b>		
	INTRODUCTION. . . . .	1547
1.0	LES DROITS DE L'ENFANT . . . . .	1560
1.1	Le droit d'être entendu : le principe . . . . .	1560
1.2	Le droit à la représentation . . . . .	1563
2.0	HISTORIQUE RELATIF À LA CAPACITÉ JURIDIQUE ET À LA CAPACITÉ DE MANDATER DE L'ENFANT : LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU ET LA LÉGISLATION . . . . .	1565
2.1	La capacité de mandater et d'intervenir selon la jurisprudence : les arrêts <i>Droit de la famille – 2224</i> et <i>Droit de la famille – 1549</i> . . . . .	1566
2.2	La capacité du mineur et l'incapacité du Code civil : l'article 159, al. 2 C.c.Q. et l'exercice conjoint de l'autorité parentale . . . . .	1575
3.0	L'AVOCAT ET L'ENFANT : LA NOMINATION ET L'INTERVENTION . . . . .	1587
4.0	L'HISTORIQUE RELATIF À LA CAPACITÉ DE MANDATER DE L'ENFANT : LA JURISPRUDENCE . . . . .	1593
4.1	La capacité de mandater. . . . .	1593
4.2	Les types de mandats de représentation et l'arrêt <i>F. (M.)</i> c. <i>L. (J.)</i> . . . . .	1596
4.3	Qui définit la nature du mandat . . . . .	1605
4.4	La maturité : les principes . . . . .	1605

4.5	La maturité : la jurisprudence . . . . .	1609
4.6	La maturité et l'âge : la jurisprudence . . . . .	1619
4.7	La représentation avec mandat conventionnel pour l'enfant mature . . . . .	1636
4.8	Le désir de l'enfant mineur « mature » : une obligation de résultat pour tous? . . . . .	1650
4.9	La représentation en vertu d'un mandat légal . . . . .	1659
4.10	La jurisprudence post <i>F. (M.) c. L. (J.)</i> . . . . .	1664
5.0	LA COMPÉTENCE DU PROCUREUR . . . . .	1667
5.1	Recommander, ou ne pas recommander, telle est la question . . . . .	1668
5.2	La remise en question du rôle du procureur . . . . .	1670
6.0	DE LA DÉONTOLOGIE ET DE L'ÉTHIQUE . . . . .	1677
6.1	Les obligations dans l'accomplissement du mandat . . .	1677
6.2	La rencontre avec le client : l'entrevue . . . . .	1691
6.3	La démarche . . . . .	1698
6.4	L'enfant et le conflit de loyauté . . . . .	1700
6.5	La rencontre avec les parents . . . . .	1702
6.6	Le procureur à l'enfant et l'expert . . . . .	1703
6.7	La présence et le témoignage de l'enfant à l'audience . .	1703
6.8	L'interrogatoire des parents à l'audience . . . . .	1709
7.0	LA RENCONTRE ENTRE L'ENFANT ET LE JUGE . .	1710
8.0	LA PERCEPTION DES PARENTS ET DES ENFANTS QUANT À LA PARTICIPATION DE CE DERNIER AU PROCESSUS DÉCISIONNEL . . . . .	1719
9.0	L'ENFANT ET LA MÉDIATION . . . . .	1724

---

10.0	LE PAIEMENT DES HONORAIRES DU PROCUREUR À L'ENFANT .....	1725
	CONCLUSION .....	1732
	<b>CINQUIÈME PARTIE – LA TUTELLE AU MINEUR, LE TUTEUR <i>AD HOC</i> ET LA TUTELLE SUPPLÉTIVE ..</b>	<b>1735</b>
1.0	LES PRINCIPES GÉNÉRAUX .....	1735
1.0.1	Un résumé : la tutelle légale, la tutelle dative et la tutelle supplétive .....	1742
1.0.2	La tutelle légale .....	1743
1.0.3	La tutelle dative .....	1747
1.0.4	L'autorité parentale et la tutelle : des distinctions .....	1750
1.0.5	La perte de la tutelle .....	1753
1.1	L'article 195 C.c.Q. : le transfert de la tutelle à des tiers .....	1754
1.1.1	La nomination du tuteur .....	1759
1.1.2	Les responsabilités du tuteur .....	1760
1.1.3	L'obligation alimentaire .....	1762
1.2	Le tuteur <i>ad hoc</i> .....	1769
1.3	L'émancipation .....	1773
1.3.1	La simple émancipation .....	1774
1.3.2	La pleine émancipation .....	1777
1.4	La capacité juridique de l'enfant mineur non émancipé .....	1786
1.5	De quels pouvoirs dispose-t-il ? L'enfant mineur qui est parent d'un enfant .....	1793
1.6	L'administration tutélaire .....	1794

---

1.6.1	La <i>Loi sur les Indiens</i> . . . . .	1799
1.6.2	Le remplacement du tuteur . . . . .	1799
1.6.3	La fin de la tutelle . . . . .	1800
1.6.4	La fin de la charge du tuteur . . . . .	1801
1.6.5	La Cour du Québec et la Cour supérieure : conflit de juridiction ? . . . . .	1802
1.6.6	L'accès au dossier médical du pupille . . . . .	1803
2.0	LA TUTELLE SUPPLÉTIVE . . . . .	1804
3.0	<b>LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA TUTELLE</b> . . . . .	1815
3.1	La <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> . . . . .	1815
3.2	La tutelle et la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> . . . . .	1816
3.3	L'intervention des tiers à l'instance et l'article 37, al. 3 C.p.c. . . . .	1824
3.4	Les dispositions relatives à la tutelle et à l'autorité parentale en vertu de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et l'arrimage avec le Code civil . . . . .	1829
3.5	L'autorité parentale et l'article 91n) L.p.j. . . . .	1841
3.5.1	La tutelle et l'autorité parentale . . . . .	1841
3.5.2	Le retrait des attributs de l'autorité parentale . . . . .	1842
<b>SIXIÈME PARTIE – LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.</b> . . . . .		1845
INTRODUCTION . . . . .		1845
1.0	LA COMPÉTENCE DE LA COUR DU QUÉBEC . . . . .	1847
1.1	L'application de la L.p.j. et le rôle du tribunal : de certains principes . . . . .	1854

---

1.2	Le désistement d'une déclaration de compromission et la confidentialité .....	1870
1.2.1	Le rôle du tribunal .....	1878
1.2.2	Les pouvoirs du juge quant aux mesures de protection .....	1881
1.3	Le retrait de certains attributs de l'autorité parentale .....	1882
1.4	L'intervention de l'État et l'autorité parentale .....	1884
1.5	La représentation des parents par des avocats dont les honoraires sont assumés par l'État .....	1886
1.6	L'identification des parties et sa diffusion : la confidentialité .....	1887
2.0	L'INTERVENTION DE TIERS AU LITIGE : LA PARTIE INTERVENANTE ET LA PARTIE INTÉRESSÉE .....	1891
2.1	Les grands-parents et la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .....	1908
2.2	L'implication des grands-parents dans le cadre de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .....	1915
2.3	L'article 91, al. 3 L.p.j. : les relations personnelles avec les grands-parents .....	1918
2.4	L'article 81 L.p.j. : l'intervention .....	1919
3.0	LE TÉMOIGNAGE DE L'ENFANT .....	1924
3.1	L'aptitude ou l'inaptitude à témoigner de l'enfant : l'article 85.1 L.p.j. ....	1925
3.2	La dispense de témoigner : l'article 85.2 L.p.j. ....	1926
3.3	L'obligation de corroboration et l'article 85.5 L.p.j. ....	1927
4.0	LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA TUTELLE (art. 70.1 et s. L.p.j.) .....	1928
4.1	Les principes .....	1928

4.2	Les articles 70.1 à 70.6 L.p.j. ....	1930
5.0	LA DISTINCTION ENTRE LA TUTELLE ET L'AUTORITÉ PARENTALE.....	1933
5.1	La distinction entre la tutelle et l'autorité parentale : la jurisprudence .....	1936
5.2	La tutelle de la L.p.j. et le consentement aux soins ....	1938
5.3	Le parent déchu de l'autorité parentale et la signification des procédures .....	1946
6.0	LA DÉTERMINATION DE CONTACTS PARENTS-ENFANTS.....	1947
7.0	L'APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC .....	1949
	ANNEXE.....	1951

## TABLE DES MATIÈRES

1.	LA PROCÉDURE DANS LE LITIGE FAMILIAL . . . . .	1
1.1	La procédure : généralités . . . . .	1
1.2	La règle de la proportionnalité et la gestion de l’instance. . .	7
1.3	Le rôle général du tribunal pendant l’instance . . . . .	11
1.3.1	La conciliation et la réconciliation . . . . .	12
1.3.2	La protection de l’intérêt des parties . . . . .	12
1.4	Le huis clos, la mise sous scellés et l’anonymat des parties . . . . .	13
1.4.1	La divulgation des états financiers et l’accès au dossier . . . . .	26
1.5	La désignation des parties . . . . .	27
1.6	La signification . . . . .	27
1.7	La priorité entre deux procédures : la litispendance . . . . .	30
1.8	Le délai de rigueur de 365 jours et d’autres questions de procédure . . . . .	33
1.9	La demande de prolongation du délai de l’article 110.1 C.p.c. . . . .	34
1.10	L’émission du certificat d’état de cause et la production d’autres pièces. . . . .	47
1.11	La demande reconventionnelle . . . . .	49
1.12	Le désistement des procédures (art. 262 C.p.c.) et l’ajournement indéfini ( <i>sine die</i> ) . . . . .	49

1.12.1	Les effets du désistement sur la déclaration d'un seul époux et sur la demande reconventionnelle . .	50
1.12.2	Les effets du désistement sur la déclaration conjointe . . . . .	50
1.12.3	L'ajournement indéfini (sine die) et la cause rayée . . . . .	51
1.13	Les mis en cause et l'intervention des tiers . . . . .	57
1.14	Les moyens préliminaires . . . . .	61
1.15	La requête en irrecevabilité . . . . .	62
1.16	L'amendement. . . . .	64
1.17	L'interrogatoire hors cour . . . . .	65
1.18	Le patrimoine familial et le formulaire IV . . . . .	70
1.19	La communication des pièces. . . . .	72
1.20	Le <i>subpœna</i> et le mandat d'amener. . . . .	74
1.21	L'audition et la représentation des enfants . . . . .	74
1.22	La demande de remise . . . . .	75
1.23	Le cautionnement pour frais en matière familiale. . . . .	75
1.24	La scission d'instance . . . . .	77
2.	LES MESURES PROVISOIRES ET L'ORDONNANCE DE SAUVEGARDE PENDANT L'INSTANCE . . . . .	79
2.1	Les principes en matière d'émission d'une ordonnance de sauvegarde . . . . .	79
2.2	Les mesures provisoires : généralités . . . . .	86
2.3	La garde pendant l'instance. . . . .	89
2.4	La pension alimentaire pendant l'instance. . . . .	92
2.5	La modification de l'ordonnance au stade de la sauvegarde ou des mesures provisoires : le changement. . . . .	99
2.6	L'usage de la résidence familiale. . . . .	101

---

2.7	L'intervention de la Cour d'appel pendant l'instance, la permission d'appeler et la suspension de l'exécution provisoire. ....	108
3.	LES MESURES CONSERVATOIRES .....	115
3.1	La déclaration de résidence familiale .....	115
3.1.1	La reconduction et l'extinction du droit d'habitation .....	120
3.1.2	La saisissabilité de la résidence familiale .....	121
3.1.3	La vente de la résidence familiale pendant l'instance .....	123
3.2	La saisie avant jugement .....	135
3.2.1	L'ordonnance Anton Piller .....	139
3.3	Le virage jurisprudentiel de l'arrêt <i>O.-M. (L.) c. L. (É.)</i> quant à la saisie en vertu de l'article 734.0.1 C.p.c. ....	141
3.4	La dénonciation de la demande de séparation, de divorce ou de dissolution de l'union civile à l'officier de la publicité des droits (art. 813.4 C.p.c.) et la préinscription d'une demande en justice en vertu de l'article 2966 C.c.Q. ....	146
3.5	Les sûretés et la fiducie .....	148
3.5.1	L'hypothèque légale .....	149
3.5.2	La fiducie .....	152
4.	LA PROVISION POUR FRAIS .....	159
4.1	Les principes .....	159
4.1.1	L'objectif de la provision pour frais .....	160
4.1.2.	Le caractère alimentaire du recours .....	163
4.1.3	La provision pour frais et les frais d'expert .....	170
4.1.4	La provision pour frais : la guérilla judiciaire et l'attitude des parties .....	170
4.1.5	La provision pour frais en vertu de l'article 46 C.p.c. pour des motifs autres qu'alimentaires ou liés à l'intérêt de l'enfant ? .....	173

4.2	La provision pour frais : la synthèse . . . . .	180
4.2.1	La provision pour frais et la faillite. . . . .	190
4.2.2	La provision pour frais et l'admissibilité à l'aide juridique . . . . .	191
4.2.3	La provision pour frais et la partie qui se représente elle-même . . . . .	196
5.	L'EXÉCUTION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES. . . . .	199
5.1	<i>L'habeas corpus</i> . . . . .	199
5.2	L'outrage au tribunal . . . . .	209
5.2.1	L'outrage au tribunal : l'objectif . . . . .	209
5.2.2	L'outrage et le droit de la famille . . . . .	212
5.2.3	Est-ce une ordonnance ? . . . . .	216
5.2.4	Donner acte, homologuer, entériner, autoriser, etc. . . . .	222
5.3	L'outrage au tribunal : la procédure (art. 53 C.p.c.). . . . .	226
5.3.1	Le déroulement de l'enquête . . . . .	230
5.3.2	La preuve de l'intimé . . . . .	234
5.3.3	Les moyens de défense : la jurisprudence. . . . .	235
5.3.4	Les principes en matière de sentence . . . . .	239
5.3.5	L'outrage : l'effet de levier . . . . .	248
6.	LA JURIDICTION TERRITORIALE ET LA JURIDICTION QUANT À LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES OU ACCESSOIRES. . . . .	251
6.1	Les principes . . . . .	251
6.2	La révision des ordonnances et la juridiction du tribunal . . . . .	254
6.3	Le moment de la présentation du moyen déclinatoire en vertu de l'article 70.1 C.p.c. . . . .	269
6.4	Les districts judiciaires concurrents . . . . .	270

---

7.	LES MESURES ACCESSOIRES À TITRE DE DEMANDES PRINCIPALES .....	273
8.	L'APPEL, LES MOYENS DE SE POURVOIR ET LA MODIFICATION DU JUGEMENT .....	275
8.1	La rectification de jugement .....	276
8.2	L'application de l'article 817 C.p.c. ....	278
8.3	La réouverture d'enquête (art. 463 C.p.c.) .....	282
8.4	L'appel : les généralités .....	285
8.4.1	La juridiction .....	286
8.4.2	Le cautionnement pour frais .....	287
8.4.2.1	Les principes .....	287
8.4.3	L'appel de plein droit des jugements finals ....	291
8.4.4	L'exécution provisoire et la suspension de l'exécution provisoire .....	293
8.4.5	L'exécution provisoire du jugement d'instance pendant l'appel .....	296
8.4.6	La suspension de l'exécution provisoire .....	297
8.4.7	L'appel sur permission des jugements finals ....	299
8.4.8	La scission d'instance et l'appel. ....	300
8.5	L'émission d'une ordonnance de sauvegarde et le juge seul. ....	301
8.6	La transcription des notes sténographiques et la preuve nouvelle .....	301
8.6.1	La transcription des notes sténographiques. ....	301
8.6.2	La preuve nouvelle .....	302
8.7	L'appel des jugements interlocutoires. ....	305
8.7.1	L'intervention de la Cour d'appel quant à un jugement interlocutoire .....	307
8.7.2	L'intervention de la Cour d'appel quant au jugement final. ....	309

9.	LES DÉPENS ET LA CONDAMNATION AU PAIEMENT DES HONORAIRES EXTRAJUDICIAIRES . . . . .	315
9.1	Les dépens . . . . .	315
9.2	La condamnation personnelle de l’avocat aux dépens . . . .	318
9.3	La condamnation au paiement des honoraires extrajudiciaires . . . . .	323
10.	LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS . . . . .	337
10.1	Les principes généraux . . . . .	337
10.2	L’importance des conventions et le respect de la volonté des parties . . . . .	339
10.3	La Cour suprême, le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions . . . . .	343
10.3.1	Les conditions de validité de la convention . . . . .	343
10.3.2	Le consentement libre et éclairé . . . . .	347
10.3.3	La trilogie et l’annulation des conventions . . . . .	349
10.3.4	Les effets de la trilogie : le caractère déraisonnable de la convention . . . . .	350
10.3.5	La présence d’un procureur indépendant et compétent . . . . .	353
10.3.6	La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention . . . . .	359
10.3.7	La révision des conventions et l’arrêt <i>Miglin</i> . . . .	362
10.3.8	La première étape du test de l’arrêt <i>Miglin</i> . . . .	364
10.3.9	La seconde étape du test de l’arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	373
10.3.10	La prévisibilité des changements et l’arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	374
10.3.11	La vulnérabilité, le procureur indépendant et compétent, l’arrêt <i>Miglin</i> et l’arrêt <i>Rick c.</i> <i>Brandsema</i> . . . . .	383
10.3.12	La fragilisation des conventions et la déontologie . . . . .	391

---

10.4	Les documents rédigés en médiation . . . . .	405
10.4.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.) . . . .	407
10.4.2	Le résumé ou sommaire des ententes . . . . .	407
10.4.3	Le projet d'accord . . . . .	411
11.	L'ANNULATION DE LA CONVENTION ET LE VÉHICULE PROCÉDURAL APPROPRIÉ . . . . .	413
11.1	La nature du recours . . . . .	414
11.2	La convention : le retrait du consentement, la transaction, le désaveu, l'annulation et la prescription du recours . . . .	421
11.2.1	Le retrait du consentement . . . . .	421
11.2.2	La transaction . . . . .	423
11.2.3	La divisibilité de la convention . . . . .	430
11.2.4	Le désaveu . . . . .	433
12.	LES INTÉRÊTS ET L'INDEMNITÉ ADDITIONNELLE . . . . .	437
13.	LA VENTE EN JUSTICE DE GRÉ À GRÉ D'UN IMMEUBLE . . . . .	441
14.	LA PREUVE EN MATIÈRE FAMILIALE . . . . .	451
14.1	La preuve par affidavit et la présence à la Cour . . . . .	452
14.1.1	Le témoin expert et le dépôt de son rapport . . . . .	453
14.1.2	L'article 294.1 C.p.c. : la déclaration écrite du témoin . . . . .	454
14.1.3	La communication ou la dénonciation des pièces . . . . .	459
14.2	La connaissance d'office . . . . .	465
14.2.1	La connaissance judiciaire : la portée de l'article 2808 C.c.Q. . . . .	465
14.2.2	La connaissance judiciaire : les faits spécialisés . . . .	467
14.2.3	La connaissance judiciaire des faits sociaux : le rôle des experts . . . . .	470

14.2.4	Le tribunal peut-il utiliser la littérature scientifique citée et explicitée dans un autre jugement sans avoir entendu l'expert ? .....	473
14.2.5	L'utilisation par le tribunal de son expérience personnelle .....	477
14.3	L'admissibilité en preuve des enregistrements audio ou vidéo .....	481
14.3.1	Le droit à la vie privée .....	498
14.3.2	Le journal intime et son dépôt en preuve .....	503
14.3.3	La mise en preuve des condamnations pénales ..	505
14.3.4	L'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels....	506
14.4	La Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.....	507
14.4.1	Les principes .....	507
14.4.2	L'admissibilité en preuve .....	510
14.4.3	La signature .....	514
15.	LE LITIGE FAMILIAL, LA DÉONTOLOGIE ET L'ÉTHIQUE .....	515
15.1	Le secret professionnel .....	516
15.1.1	Le propriétaire du secret professionnel .....	526
15.1.2	Le caractère confidentiel et la présence d'un tiers à l'entrevue.....	528
15.1.4	L'obligation du tribunal de prendre connaissance de l'information protégée .....	532
15.1.5	La renonciation au secret professionnel .....	533
15.2	La prise de connaissance, par inadvertance d'une information visée par le secret professionnel .....	534
15.2.1	Le droit d'être représenté par l'avocat de son choix .....	538

---

15.2.2	Les facteurs à considérer dans la décision de déclarer un procureur inhabile . . . . .	538
15.3	La négociation, la médiation et la confidentialité . . . . .	542
15.3.1	La confidentialité et le processus de médiation . .	543
15.3.2	La fin du processus . . . . .	552
15.3.3	L'étendue de la confidentialité et le processus de médiation . . . . .	553
15.3.3.1	Les principes quant à la communication dans le cadre d'une négociation . . . . .	553
15.3.3.2	Une revue de la jurisprudence . . . . .	559
15.4	Le secret professionnel et le dossier médical . . . . .	562
15.5	L'immunité de divulgation et les honoraires . . . . .	566
15.6	Les rapports confectionnés aux fins de la préparation du dossier en droit civil . . . . .	570
15.7	Les conflits d'intérêts . . . . .	581
15.7.1	Les principes . . . . .	581
15.7.2	La représentation d'une partie poursuivant un ancien client . . . . .	590
15.7.3	La notion de « connexité » . . . . .	592
15.7.4	L'intérêt supérieur de la justice : indépendance et objectivité . . . . .	599
15.7.5	La représentation simultanée de clients . . . . .	604
15.7.6	Le conflit d'intérêts et la nécessité de l'existence d'un lien client-avocat . . . . .	606
15.7.7	L'étendue du devoir de loyauté et le conflit d'intérêts . . . . .	610
15.7.8	L'avocat témoin . . . . .	615
15.7.9	L'avocat et la personne morale . . . . .	619
15.7.10	L'expert, conflits d'intérêts et récusation . . . . .	621
15.7.10.1	L'expert et les conflits d'intérêts . . . . .	621

15.7.10.2	L'expert et sa récusation . . . . .	624
16.	LA COMPÉTENCE ET LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE . . . . .	629
16.1	Les principes généraux. . . . .	629
16.2	Les critères relatifs à la responsabilité civile de l'avocat. .	630
16.3	Le devoir de conseil . . . . .	633
16.4	La faute entraînant la responsabilité professionnelle et la faute déontologique . . . . .	650
16.5	La responsabilité professionnelle . . . . .	652
16.5.1	L'avocat conseiller en placement. . . . .	657
16.5.2	La responsabilité professionnelle en matière familiale . . . . .	658
16.5.3	La responsabilité de l'avocat à l'égard des tiers. .	676
16.6	La prescription du recours . . . . .	678
17.	LA JURIDICTION DE LA COUR DU QUÉBEC CHAMBRE CIVILE EN MATIÈRE FAMILIALE . . . . .	683
18.	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET LE DROIT DE LA FAMILLE . . . . .	697
18.1	La détermination du domicile . . . . .	697
18.2	L'application du droit interne québécois. . . . .	699
18.2.1	La garde et le droit international privé . . . . .	704
18.2.2	La demande de changement de garde. . . . .	717
18.2.3	L'obligation alimentaire. . . . .	718
18.2.4	La séparation de corps . . . . .	719
18.3	La <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	720
18.3.1	La <i>Loi sur le divorce</i> et la garde . . . . .	721
18.3.2	La compétence pour modifier la pension alimentaire et la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	723

---

18.3.2	La demande en deux temps de modification de la pension alimentaire. ....	724
18.3.3	La reconnaissance des divorces et des jugements étrangers. ....	726
18.4	Les exceptions aux règles générales de compétence . . . . .	748
18.4.1	La litispendance . . . . .	748
18.4.2	La compétence par lien suffisant. ....	752
18.4.2.1	Article 3136 C.c.Q. ....	753
18.4.2.2	Articles 3138 et 3140 C.c.Q. ....	762
18.4.3	La doctrine du forum non conveniens : le renvoi à un tribunal étranger . . . . .	766
19.	L'ORDONNANCE EXTRATERRITORIALE . . . . .	779
20.	LA PREUVE DU DROIT ÉTRANGER. ....	781
21.	LES MODES ALTERNATIFS DE RÉOLUTION DES CONFLITS . . . . .	785
21.1	La médiation au Québec. ....	785
21.1.1	La gratuité et l'universalité. ....	785
21.1.2	La clientèle ciblée . . . . .	786
21.1.3	La médiation sur ordonnance . . . . .	786
21.1.4	L'ajournement des procédures. ....	787
21.1.5	La protection des droits des parties . . . . .	787
21.1.6	La médiation préalable : les principes . . . . .	788
21.1.7	La séance d'information : le contenu (art. 814.6 C.p.c.) . . . . .	789
21.1.8	Les exceptions à la médiation préalable (art. 814.10 C.p.c.) . . . . .	790
21.1.9	La sanction du non-respect de la démarche (art. 814.12 C.p.c.) . . . . .	790
21.1.10	Le processus de médiation (art. 814.7 et 814.8 C.p.c.) . . . . .	791

21.1.11 Les mesures de sauvegarde (art. 814.9 C.p.c.) . . .	791
21.1.12 Le rapport de médiation : sa valeur (art. 814.13 C.p.c.) . . . . .	791
21.1.13 Le contenu du rapport (art. 827.3.1 C.p.c.) . . . . .	792
21.1.14 La confidentialité du processus (art. 815.3 C.p.c.) . . . . .	793
21.1.15 La négociation et la médiation . . . . .	794
21.1.16 Qui est médiateur ? . . . . .	796
21.1.17 La liste des médiateurs . . . . .	798
21.1.18 Les honoraires . . . . .	798
21.1.19 Les séances . . . . .	798
21.1.20 Le rôle de l'avocat dans le cadre de la médiation . . . . .	798
21.1.21 L'enfant et la médiation . . . . .	803
21.2 La conférence de règlement à l'amiable (art. 151.14 C.p.c.) . . . . .	804
21.3 Le droit collaboratif . . . . .	810
21.4 La rencontre clients et avocats . . . . .	810
TABLE DE LÉGISLATION . . . . .	813
TABLE DE JURISPRUDENCE . . . . .	831
INDEX ANALYTIQUE . . . . .	911